LM 5182:LM 3342 06/11/18 20:54 Page1

Journal d'informations et de débat fondé le 17 Novembre 1979
Direction - Rédaction - Publicité :Rue Bebey Eyidi Akwa (derrière direction général Nexttel) B.P. 5925 Douala
République du Cameroun - Tél. : +237 33 42 04 39 - Tél./Fax : +237 33 42 53 74

Une filiale de free media GROUP

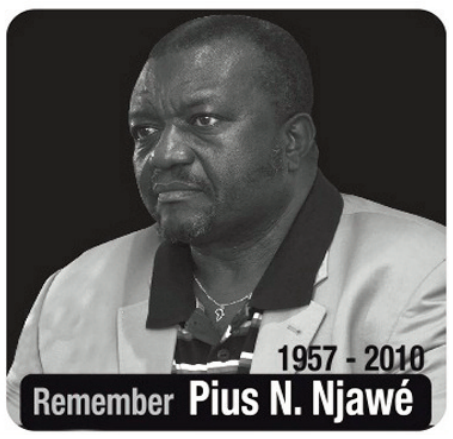
E.mail : lemessager.info@gmail.com
Site web : lemessager.net

Le Messager

A l'écoute du peuple

Fondateur : Pius N. NJAWE Directeur de publication:Jean François CHANNON

N° 5182 DU MERCREDI 7 NOVEMBRE 2018 CAMEROUN 400 F.CFA Quotidien



Prestation de serment

Biya sert du réchauffé aux Camerounais

• Le président de la République s'est fondu dans une litanie de promesses lors de son énième discours d'investiture hier à l'Assemblée nationale Pp.4,5 et 6

Crise anglophone

Controverse autour des élèves enlevés à Bamenda

P.7

• Des sources ne s'accordent pas sur le nombre de personnes enlevées

Abus

Maurice Kamto assigné à résidence surveillée

• Le domicile du président du Mrc a été quadrillé hier mardi 6 novembre par un dispositif policier P.2

RÉPRESSION

Maurice Kamto placé en résidence surveillée

Le domicile du président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) qui continue de revendiquer sa victoire au scrutin présidentiel a été quadrillé hier mardi 6 novembre par un dispositif policier. Penda Ekoka, Alain Fogue et Emmanuel Simh qui tenaient une manifestation pacifique au Rond-point Nlongkak, muselés.

Tout a commencé lundi, 5 novembre 2018. Des messages sur les réseaux sociaux annoncent une grande manifestation du Mrc à l'esplanade du stade Omnisport de Yaoundé. Ce, dans le respect du mot d'ordre de résistance au hold-up électoral que Maurice Kamto a lancé il y a près deux semaines. Ce programme de résistance était prévu pour aller jusqu'à la prestation de serment du candidat du Rdpc, après la proclamation le 22 octobre par le Conseil constitutionnel des résultats. Le candidat arrivé deuxième position derrière Paul Biya, selon les résultats proclamés par l'auguste chambre qu'il accuse de partialité, a dit ne pas reconnaitre le verdict et a saisi les instances internationales, notamment l'Union africaine pour procéder à un recomptage des votes, lors d'un discours vidéo vendredi dernier.

A cette occasion, le « tireur de pénalty » appelle les Camerounais à faire du 06 novembre une date historique dans l'histoire du Cameroun, au moment où toutes les villes sont presque militarisées et où près d'une centaine de ses partisans ont déjà été interpellés et incarcérés dans les villes de Yaoundé, Douala et Bafoussam, lors de manifestations publiques pour dire « non au hold-up électoral ».

Interpellation

Quelques heures après la circulation de cette information sur la toile, les forces de l'ordre vont investir les lieux. Entre camions anti-émeutes, soldats armés et véhicules blindés, l'impressionnant dispositif sécuritaire déployé sur les lieux est tel qu'on se croirait dans un polar américain. L'esplanade du stade omnisport prise donc d'assaut, les militants du Mrc se déportent vers le Rond point Nlongkak où ils vont être arrêtés, non loin de leur Qg de campagne. Selon des informations recoupées à bonne source, Kamto va être interpellé puis conduit à la Délégation régionale de la Police judiciaire pour être entendu. Quelques minutes plus tard, il est libéré avec ses partisans et tous conduits à son domicile sis au quartier Santa Barbara où selon un de ses proches, des éléments des forces de sécurité empêchent toute entrée ou sortie.

Le leader du Mrc est « assigné à résidence » pour reprendre la terminologie consacrée. Selon cette source, Maurice Kamto était en discussion avec les policiers présents, exigeant de se voir présenter les raisons de son interdiction de sortie. Christian Penda Ekoka et Alain Fogué, deux cadres du parti, l'ont rejoint à sa résidence. Lorsque nous mettions sous presse, la situation n'avait pas changé d'un iota ; le temps de laisser le président de la République Paul Biya, savourer la joie de ce énième septennat pour lequel il a conservé le même disque. A suivre !

C.T.

de Obsèques

Madame TOTOUM
née MOTE Christine
(Ma'a Cré)

1958 - 2018

"Jésus lui répondit: Je te le dis en vérité, aujourd'hui tu seras avec moi dans le paradis."
Luc 23:43

Programme

MARDI 16 AU MERCREDI 07 NOVEMBRE 2018

Recueillement à son domicile sis à Bonaberi entrée Moore Paragon

JEUDI 08 NOVEMBRE 2018

11h 00 : Levée de corps à l'hopital Adlucem (Bonamoussadi-Sable)

14h 00 : Transfert de la dépouille à l'église St Gabriel d'Archange de Bonaberi (MPANJO)

20h 00 : Messe suivie de la veillée à son domicile à l'entrée Moore Paragon

VENDREDI 09 NOVEMBRE 2018

06h 00 : Départ pour Bandjoun (Djiomghuo)

14h 00 : Arrivée à Bandjoun et installation de la dépouille au domicile famillial

20h 00 : Messe suivie de la veillée jusqu'à l'aube

SAMEDI 10 NOVEMBRE 2018

08h 00 : Mise en place des différentes délégations

09h 00 : Messe

- Témoignages
- Inhumation
- Collation

DIMANCHE 11 NOVEMBRE 2018

08h 00 : Lamentations

1-Assemblée nationale

Cavaye va en guerre contre Samuel Kleda et Maurice Kamto

La rentrée de la dernière session ordinaire vendredi dernier à l'hémicycle, a offert l'opportunité au maître des céans de solder ses comptes personnels, de livrer ainsi ses intentions belligènes vis-à-vis d'une partie de la nation, à quelques jours de la prestation de serment du chef de l'Etat.

Le président de l'Assemblée nationale (Pan) ne manque plus de se mettre sinistrement en évidence à chaque fois que l'occasion se présente. Déjà, au cours de la période pré-électorale, une vidéo abondamment partagée sur les réseaux sociaux le présentait s'indignant de l'arrivée de Maurice Kamto dans l'Extrême-Nord pour battre campagne*: « Est-ce que je peux partir à Baham faire ce qu'il veut venir faire ici ? »* Personne n'avait jugé nécessaire de recadrer celui qui incarne depuis 26 ans, la représentation nationale, car avait-on hâtivement, qu'il s'agissait des arguments spécieux d'un politique désemparé, nourrissant des appréhensions sur l'issue de l'élection présidentielle. Cette bourde passa sans soulever quelque vague tant qu'elle n'arracha pas ici et là quelques sourires forcés. Chemin faisant, la compétition politique devint de plus en plus âpre pour le chef traditionnel de Mada dans l'arrondissement de Tokombéré, département de Mayo Sava.

Les craintes du Pan, à l'épreuve du terrain, se sont avérées avoir de la profondeur, car le rapport de force semblait tourner largement en sa défaveur. La vérité du champ politique faisait état de la désinvolture des jeunes gens particulièrement remuants, naguère si acquis à sa cause politique, désormais et irrémédiablement émancipés de sa doctrine, se jetant de ce fait en masse, corps et âmes, dans les bras de Mamadou Mota et le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc). Ce dernier, régional de cette famille politique dans l'Extrême-Nord et vice-président national, était déterminé d'évincer le cacique Cavaye, l'inamovible ! De guerre lasse, le Pan qui est la figure visible de l'unité nationale perdit très rapidement la guerre des nerfs. Il craqua en mondovision et s'empara des allumettes pour s'adonner à l'acte infâme de pyromanie des effigies du parti qui lui causent tant de cauchemars : le Mrc. Il y alla, dans son entreprise d'autodafé, arborant la tenue du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), pour que nul n'ignore la signification de son acte. En bonne et due forme, des pancartes, t-shirts et autres gadgets à l'effigie du Mrc passèrent dans les flammes. Consternations, stupéfactions et protestations au sein de l'opinion accompagnèrent la plainte de ce parti devant le juge. Au cours de la campagne et surtout le jour du vote, des doigts accusateurs convergent vers lui comme le principal artisan des différentes récriminations électorales soulevées dans la région.

Cavaye, juge de l'Eglise

La sortie de l'Archevêque métropolitain de Douala au sujet de l'élection présidentielle a dû mettre le Pan dans tous ses états. Vendredi dernier, la répartie cinglante de Cavaye du haut du perchoir, dans une bonne partie de son speech, a jeté son dévolu sur les hommes d'Eglise. En pédagogue avéré qui distribue les bons et les mauvais points, il a tantôt apprécié tantôt admonesté les comportements. Ce faisant, c'est l'église dans son ensemble qu'il a jugée. Là où il y a les hommes ; il y aura toujours les bons et les mauvais et cela est valable pour toute œuvre terrestre. Personne ne peut avoir la prétention de le rappeler au très honorable Cavaye Yeguie Djibril. En s'inscrivant dans cette logique, le jugement du patron des députés camerounais est en soi condamnable de par ses fonctions au sein de la République. La laïcité même de l'Etat ne prescrit-elle pas au Pan de s'abstenir de connaître des affaires de religion ?

C'est donc une usurpation, une sorte de déclaration de guerre aux antipodes de la République qu'il en vienne à dire, du haut du perchoir de la représentation nationale : *« j'apprécie personnellement le comportement très responsable de certains hommes d'église contrairement à d'autres, qui rament à contrecourant des idéaux reconnus de tous. »*Le mot est lâché : apprécier. Ce mot signifie estimer la valeur d'une chose, donc juger. Une fois de plus, le Pan se fourvoie de la sorte tout simplement à cause de la politique. Aux yeux du natif de Mada, Samuel Kleda qu'il ne cite pas nommément *« rame à contre-courant des idéaux reconnus de tous. »*On est curieux de savoir de quels idéaux parle le très honorable Cavaye Yeguie Djibril. Il va sans dire que récemment, lors d'une conférence de presse tenue à Douala, Mgr Samuel Kleda, président de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun, a dit ne pas croire aux résultats obtenus par le président Paul Biya au Nord-Ouest et au Sud-Ouest. Il n'y avait pas eu campagne dans la zone et il s'étonnait d'où venait les résultats de vote.

Volonté du peuple

Dans la foulée, il a assené le coup de grâce en déclarant que sur un plan général, la victoire de Paul Biya était sujette à caution : *« La pauvreté est partout, quand on voit que ces gens qui ont voté, pour ceux qui les dirigent, ça me pose problème »* Plus encore, l'homme d'église a dit ne pas comprendre comment on peut gagner une élection et militariser toutes les villes. *« On a l'impression que d'un moment à l'autre, le pays va être attaqué, cela veut dire que nos dirigeants savent qu'il y a quelque chose qui ne va pas. »* Allant contre cette sortie de l'archevêque, natif de Golompwi dans le Mayo-Danay, région de l'Extrême-Nord autant que le Pan, Mgr Jean Mbarga, archevêque métropolitain de Yaoundé, dans une déclaration, a invité les Camerounais à féliciter le chef de l'État, Paul Biya, pour sa réélection. Sentencieusement, il avait martelé : *« Avec la décision du Conseil constitutionnel, tout débat cesse ».*

Vendredi dernier, le Pan a tout simplement jugé que Mgr Samuel Kleda n'est pas digne d'être au service de l'Eglise et de Dieu. Ses propos, pour sibyllins au sens d'une certaine opinion qu'ils soient, traduisent toute la profondeur du malaise en cours au sein de la République camerounaise. Cette repartie du Pan devrait alimenter les débats pour que le clergé qui n'est pas au banc de la République, retrouve sa vraie place. *« C'est connu, tout pouvoir vient de Dieu. Violer un tant soit peu, la volonté du peuple, c'est sûrement renier soi-même sa qualité d'homme d'Eglise, de serviteur de Dieu. Que l'on soit imam, pasteur, prêtre, évêque, archevêque ou cardinal, mettre de l'huile sur le feu, ne vous honore point. »*

Léopold DASSI NDJIDJOU

2-Répression tous azimuts

Le discours va-t-en guerre du régime Biya

Le président de l'Assemblée nationale n'a pas manqué de dire ce qu'il pense des manifestations de l'opposition pour contester la victoire de son candidat Paul Biya à la Présidentielle 2018.

Cavaye Yeguie Djibril en déclarant du haut du perchoir de la chambre basse du parlement camerounais invitation à l'endroit du Gouvernement de *« prendre ses responsabilités, afin de réprimer toute tentative de déstabilisation d'où qu'elle vienne, de circonscrire toutes velléités de désordre visant à compromettre le beau bilan électoral que nous célébrons aujourd'hui »,* matérialise clairement son option de gérer tout conflit politique par la violence. Cette sortie de la 3ème personnalité de l'Etat fait penser à suffisance à toute la difficulté que l'Etat du Cameroun éprouve de s'asseoir autour d'une table, par exemple, pour trouver une solution à la crise anglophone. On en était à se dire que toute l'opinion nationale avait fait l'unanimité sur la caducité de la violence comme solution politique que voici le Pan qui jette un pavé dans la marre. A quoi sert-il de réprimer les militants du Mrc dans leur marche pacifique dans la cadre de ce que le challenger immédiat a appelé le *« programme de résistance nationale contre le hold-up électoral »* ?

N'est-il pas plus judicieux et démocratique pour le Gouvernement d'encadrer ces marches au lieu de les réprimer ? Une chose est certaine, plus le pouvoir réprime, mieux il va radicaliser les militants du Mrc et ses sympathisants, cristalliser de ce fait davantage la rancœur de beaucoup de Camerounais. Pour reprendre la réflexion de l'archevêque Samuel Kleda, Paul Biya a remporté l'élection présidentielle avec un pourcentage des plus honorables : 71,28% des suffrages. Pourquoi donc avoir si peur des piètres 14,23% de Maurice Kamto qui appelle à la résistance pacifique ? Le prince de l'Eglise catholique qui est Douala en a tenu ce commentaire effarant : *« On a l'impression que d'un moment à l'autre, le pays va être attaqué, cela veut dire que nos dirigeants savent qu'il y a quelque chose qui ne va pas. »*Cavaye Yeguie Djibril de par sa position au sommet de l'Etat doit savoir de quoi il en retourne. Mais le peuple camerounais dans son ensemble tourne le dos à la violence mais ne donne pas pour autant son dos à la matraque et autres coups. Il y a donc urgence pour le Pan qui incarne la représentation nationale de revenir à des meilleurs sentiments vis-à-vis de ses concitoyens en leur reconnaissant le droit de manifester. Cavaye Yeguie Djibril, le très honorable, ferait davantage honneur à la nation camerounaise refusant de prendre une posture qui peut faire penser qu'il est le président du groupe parlementaire Rdpc à l'hémicycle. Toute chose qui embarrasse gravement l'opinion nationale.

L.D.N.

3-Verbatim

« Réprimer toute tentative de déstabilisation d'où qu'elle vienne »

« C'est le lieu pour moi, de m'insurger contre tout appel au désordre et à la division. J'en appelle plutôt au sens de la responsabilité des uns et des autres. A cet effet, j'apprécie personnellement le comportement très responsable de certains hommes d'église contrairement à d'autres, qui rament à contre-courant des idéaux reconnus de tous. Autorités morales, les hommes d'Eglise en général et à mon sens, ont l'impérieux et sacré devoir de prôner la paix, l'unité, le vivre ensemble et non pas de semer les germes de la discorde. Ils ont l'impérieuse et sacrée mission, de véhiculer un message de rassemblement, d'apaisement, non pas d'inciter à la provocation et à l'affrontement. Il leur incombe aussi, la mission d'enseigner et d'éduquer les adeptes des différentes confessions. Education à l'amour du prochain, à la tolérance, au respect des institutions, de ceux qui les incarnent, le respect en particulier de la volonté du peuple, car elle est la volonté de Dieu. Vox populi, vox Dei. *Littéralement, la voix du peuple est la voix de Dieu.*

C'est connu, tout pouvoir vient de Dieu. Violer un tant soit peu, la volonté du Peuple c'est surement renier soi-même sa qualité d'homme d'église, serviteur de Dieu. Que l'on soit Iman, Pasteur, Prêtre, Evêque, Archevêque ou Cardinal, mettre de l'huile sur le feu, ne vous honore point. En tout état de cause, j'exhorte le Gouvernement à prendre ses responsabilités, afin de réprimer toute tentative de déstabilisation d'où qu'elle vienne, de circonscrire toutes velléités de désordre visant à compromettre le beau bilan électoral que nous célébrons aujourd'hui. Quant à nos compatriotes, qu'ils restent vigilants et mobilisés pour relever les défis que ne manquera pas de nous imposer la nouvelle ère qui s'ouvre au Cameroun. En attendant la cérémonie de prestation de serment annoncée pour les prochains jours, l'ensemble des Députés de notre Chambre se joignent déjà à votre humble serviteur, pour adresser leurs déférentes et sincères félicitations au Président élu, j'ai nommé Son Excellence, monsieur Paul Biya »

Prestation de serment

Paul Biya sert du réchauffé pour le nouveau septennat

Dans son discours d'investiture à l'Assemblée nationale hier, le président de la République a décliné les grandes lignes de sa politique des grandes opportunités. Alors que les populations qui l'ont massivement élu en attendaient des actions concrètes, l'homme du 6 novembre s'est fondu dans une litanie de promesses.

En dressant le bilan de la construction démocratique du Cameroun au cours du dernier septennat, Paul Biya s'est félicité en ces termes : *« Nous pouvons nous féliciter des progrès accomplis sur la voie de la démocratie. Des dispositions ont été prises pour garantir la régularité et la transparence des élections. L'exercice des libertés publiques et le respect des droits humains sont de mieux en mieux assurés. »* En vérité, le progrès dont parle le nouvel élu est la mise sur pied du Sénat et du Conseil constitutionnel qui sont des institutions constitutionnelles contenues dans la Loi fondamentale de 1996. Peut-on parler d'un progrès lorsqu'on obéit à une prescription constitutionnelle après deux décennies ? Comment est ce pays ? Une autre expression présidentielle qui interpelle la conscience de tout Camerounais est la *« la régularité et la transparence des élections »*. On sursaute en l'écoutant !

L'organisation de l'élection du 7 octobre qui l'a porté à nouveau au pouvoir, soulève des vagues au pays et au sein de la diaspora. Au moment où il prête serment devant la représentation populaire, Maurice Kamto et le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) étaient du côté de Longkak en train de mener une résistance pacifique à ce qu'ils appellent le *« hold-up électoral »*. La transparence des élections, au sens présidentiel, signifie-t-il que la victoire de son camp est de mieux en mieux organisée ? Ce n'est que dans ce sens qu'on peut, au regard de la réalité des faits électoraux, comprendre la déclaration de Paul Biya.

Libertés publiques, l'éternelle répression

L'autre point de l'intervention présidentielle a porté sur les libertés publiques. Effectivement, cela tombe bien que le n°1 camerounais en parle. Depuis sa victoire contestée, toutes les rues dans les grandes villes sont militarisées. De quelles libertés parle le président de la République ? La liberté de manifester ? De réunion politique des partis de l'opposition ? Dans les rues de Douala, de Bafoussam et de Yaoundé, l'opinion nationale et internationale est témoin d'une répression barbare de toute tentative de marche pacifique contre les irrégularités électorales. On annonce que hier, Maurice Kamto, Me Simh et Alain Fogué, et d'autres dirigeants de ce parti qui contestent la victoire de Paul Biya, ont subi le traitement musclé de la police qui les empêchait de manifester pacifiquement dans la rue. On se souvient de Me Ndoki à Douala, violentée en mondovision par les forces de sécurité.

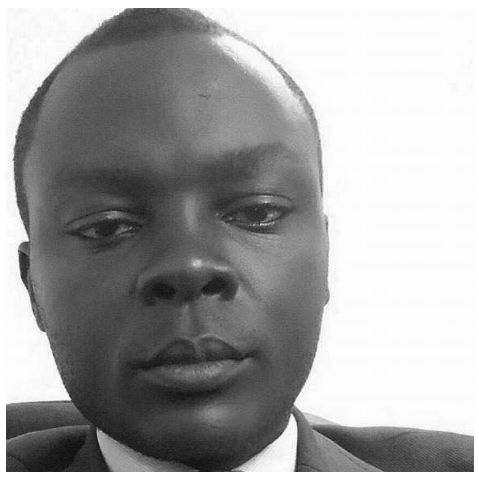
C'est difficile de croire que ces propos aient pu venir du chef de l'Etat. Pourtant ! Les libertés de manifester, de réunion politique sont en berne au Cameroun pour l'opposition. Le nouvel élu par cette sortie a dû faire sourire une frange des invités au sein de l'hémicycle car les faits du terrain tiennent un langage contraire. Le chef de l'Etat apporte un bémol lui-même en affirmant : *« Si les progrès accomplis dans le domaine de la démocratie électorale sont indéniables, il n'en demeure pas moins que certains réglages sont à faire au niveau de notre organe électoral en vue de son meilleur fonctionnement. Aussi restons-nous, aujourd'hui comme hier, à l'écoute des suggestions et des recommandations. »* Qui fera des suggestions et des recommandations ? Le contentieux post-électoral n'était-il pas un lieu assez promoteur pour que les dirigeants recueillissent, à la lumière des griefs soulevés par les différents requérants, une somme d'informations pour mieux consolider Elections Cameroon (Elecam), pour une gestion du processus électoral de moins en moins critiquée ?

Léopold DASSI NDJIDJOU

Olivier Bibou Nissack

« L'investiture de Paul Biya est une forfaiture »

Le porte-parole de Maurice Kamto jette un regard froid sur le nouveau septennat de Paul Biya qu'il présente comme les stigmates d'une démocratie camerounaise affaiblie.



Est-ce que le Mrc reconnait cette investiture? Une précision est nécessaire.

Il ne se passe rien d'autre au Cameroun qu'une forfaiture politique infligée à la figure de notre démocratie affaiblie. Cette cérémonie porte à son parachèvement le hold-up opéré sur le vote des électeurs.

Après l'investiture qu'attendez-vous du pouvoir ?

Cette investiture va nous plonger dans une impasse politico-juridique à nul autre pareil dans l'histoire de notre chère patrie. Songez que le Conseil constitutionnel dans le cadre du contentieux post-électoral a servi au requérant Maurice Kamto, un authentique déni de justice. Rajoutez à ceci que l'institution majestueuse qu'est en soi le Conseil constitutionnel, a été flétrie dans sa composition. En effet, les membres du Conseil présentent toutes les caractéristiques de la partialité et de la non indépendance. Certains sont membres du parti Rdpc. Ce parti Rdpc qui a investi le président sortant. Parmi les membres du conseil, ils s'en trouvent qui ont signé de leurs propres mains des *''motions publiques''* appelant à la réélection du président sortant. Le crédit non pas du Conseil, mais celui de ses membres ne s'en est pas sorti glorieux de cet épisode dédié au contentieux puisqu'en plus d'un arrière-goût d'inachevé, les membres du conseil ont essaimé le sentiment profond d'une injustice criarde réservée à Maurice Kamto. Comment comprendre que le berger du droit qu'est le Conseil constitutionnel, car tirant sa compétence de la Constitution, justifie son inaction juridique par une limitation légale. Quelle ironie du sort lorsque l'on sait que la loi est ultimement assujettie à la Constitution en vertu de la hiérarchie des normes juridiques instaurant la Constitution en *« patron »* et la loi en *« subalterne »*. En clair si la loi ne dispose ou se montre flou, l'on ne peut justifier qu'une limite dans la loi empêche la Constitution de se mouvoir et de s'appliquer. Or, c'est ce qui a été établi comme précédent à l'encontre de Maurice Kamto. Les membres du Conseil ont ainsi fait semblant d'oublier que le Conseil dont ils garnissaient les travées dorées ont la compétence de leur compétence.

Des informations selon lesquelles le Mrc a saisi les institutions onusiennes pour le recomptage des voix circulent. Qu'en est-il concrètement ?

Nous avons en effet désormais épuisés les voies de recours internes au plan juridique. Désormais, celles internationales s'imposent à nous puisque nous entendons les auteurs du casse électoral se féliciter du soutien qu'ils ont de la *« communauté internationale »*. L'exégèse des courriers diplomatiques est d'ailleurs devenue un genre dont raffolent désormais nombre d'organes de presse, ceux publics ayant la palme d'or en cette matière. Il n'était pas possible comme le faisait remarquer Maurice Kamto dans un éditorial publié dans ce qui était encore l'hebdomadaire « Mutations » en 2004, de pouvoir intenter un recours de cette nature post-électorale en l'état de notre ordonnancement juridique d'alors. Cependant, l'entrée en vigueur de la Charte africaine de la démocratie des élections et de la gouvernance (Cadeg) rend un recours en contentieux post-électoral possible devant les instances juridiques de l'Union Africaine. Voire au-delà. Ces options existent bel et bien même si nous ne pouvons encore communiquer sur le sort que nous y réservons. Cependant dans l'adresse de Maurice Kamto publiée sur son compte officiel facebook (Maurice Kamto officiel) le 02 novembre et intitulé *« le discours de la résistance »*, il y demande un recomptage des votes par une commission internationale ad hoc. C'est à ceci qu'il faut s'en tenir pour le moment.

Vous avez tendu la main vers les autres partis de l'opposition pour une mutualisation des stratégies dans la résistance contre le hold-up électoral. Qu'en est-il exactement?

Fidèle à sa logique d'ouverture, celle-là qui a présidé à la mise sur pieds de la puissante coalition gagnante qui l'a porté victorieusement, Maurice Kamto œuvre dorénavant à fédérer autour du Programme national de résistance(Pnr) la défense, la protection, et la sauvegarde du vote des Camerounais. Ce faisant, il honore un engagement que lui-même Maurice Kamto avait pris en 2013 suite aux "fraudes barbares" de cette année-là. Il s'était donc ainsi érigé en pourfendeur de la fraude et des fraudeurs. Aujourd'hui, il ne fait qu'apporter la preuve de ce qu'il est un homme politique constant et un homme de parole, un oiseau rare par les temps qui courent ...À travers cette main tendue à l'endroit des forces sincères en faveur du changement pacifique au Cameroun, les Camerounais doivent y voir l'occasion de desceller le fond de certaines consciences politiques nationales. En clair quel crédit peut-on accorder à un "élu" incapable de défendre le vote des électeurs exprimé en sa propre faveur ? Qui "vole" une élection présidentielle volera une élection législative, voire municipale. A fortiori qui est incapable de défendre un vote exprimé en sa faveur durant la présidentielle, sera incapable de défendre un vote exprimé en sa faveur durant les élections législatives, municipales, voire régionales. Les Camerounais doivent donc savoir qui est prêt à se battre pour eux, cette main tendue peut aussi les y aider

Quelles sont les différentes réactions enregistrées à ce jour ?

La réaction de certains acteurs politiques impliqués dans la présidentielle 2018 a été fortement médiatisée, cela se passe me semble-t-il de tout commentaire. Certains ont gardé le silence mais dans le champ de la société civile une réelle émulation est à l'œuvre en faveur du Pnr.

Est-ce que le programme de résistance nationale se poursuit en dépit de la militarisation croissante de la rue suivie des arrestations tous azimuts des militants et sympathisants du Mrc ?

Il se poursuit plus que jamais étant donné que le pilier fondamental de sa mise en œuvre repose sur le triptyque "Pacifisme-Constitutionnalité-Légalité". Autrement-dit, ce programme par des moyens non-violents vise à recourir aux droits Constitutionnels reconnus aux citoyens en matière de manifestation et de liberté d'expression en vue de dénoncer et résister au holdup électoral en cours d'achèvement dans notre pays.

Redoutez-vous les arrestations au sommet du parti? Je veux dire une décapitation du Mrc est-il en cours ?

Nous ne redoutons que le déshonneur qui serait le nôtre et ses conséquences désastreuses sur notre patrie, si jamais nous nous faisions les complices d'une telle forfaiture démocratique.

Jusqu'où peut aller la diaspora dans le respect du programme de résistance nationale du Mrc ?

Cette question est à poser à la diaspora. La responsabilité de Maurice Kamto est politique en ceci que sa revendication de victoire est claire de même que son engagement dans la résistance pacifique contre le holdup électoral dont certains veulent visiblement qu'il soit la victime expiatoire.

Est-ce que vous ne craignez pas une radicalisation du mouvement?

Le Pnr est rendu public, ses actions sont connues. La radicalisation ne fait nullement partie des options envisagées ou promues dans le Pnr. Nullement! Nous ne redoutons donc pas une radicalisation puisque nous n'y œuvrons pas. La preuve c'est que malgré la violence inouïe qui nous est appliquée durant nos manifestations pacifiques de la part des forces de l'ordre, notre mode opératoire pacifiste constitutionnel et légaliste n'a pas varié. Nous n'affrontons pas les forces de l'ordre, nous ne cassons ni ne procédons à des violences de même ordre. Bien au contraire nous n'avons pas cessé d'accentuer la sensibilisation des résistants en faveur de la non-violence et des actions reconnues par la constitution, notamment en matière de libertés de manifestation et d'expression paisibles.

Est-ce que le Mrc pense déjà aux élections de l'année prochaine ?

Chaque chose en son temps. Nous sommes dans un temps qui ne se prête pas à des conjectures sur les échéances de l'année prochaine. Le Pnr est la priorité du moment en ce qui nous concerne car défendre le vote d'aujourd'hui c'est défendre celui de demain.

Propos recueillis par Léopold DASSI NDJIDJOU

LM 5182:LM 3342 06/11/18 20:54 Page5

6 NOVEMBRE 82-6NOVEMBRE 2018

La longue marche du renouveau

En 58 ans d'existence, beaucoup d'eau a coulé sous le pont Cameroun qui a connu deux présidents jusqu'ici : Ahidjo et Biya. Le premier a fait 22 ans de pouvoir. Le second va entamer demain mardi sa 37e année a la tête du pays dans une atmosphère de résignation et d'attentisme pour les uns et de contestation pour les autres. Que présage ce septième mandat de plus ou de trop censé s'achever en 2025, soit 10 ans avant l'atteinte de l'émergence annoncée pour …2035 ?

L'accession de Biya à la magistrature suprême est le fruit du pouvoir discrétionnaire du président Ahidjo qui affirmera au quotidien Cameroun tribune trois mois après sa démission que : *« c'est parce que je l'ai apprécié que je l'ai nommé premier ministre et l'ai confirmé à ce poste après la révision constitutionnelle qui faisait du premier ministre le successeur du chef de l'Etat en cas de vacances (…), j'avais la possibilité au moment de ma démission de mettre fin à ses fonctions de premier ministre et de le remplacer…»*. Biya est donc devenu par décret le 2e président de l'histoire du Cameroun.

« Quant à la fidélité, d'ordre politique, elle est celle à un homme, S.E Ahmadou Ahidjo, celle à un peuple, le peuple camerounais… », dira t-il. Aucun de ses engagements n'a été tenu. Au moment où il va prêter de nouveau serment, une partie de ce peuple au NoSo est contraint à l'exil ou vit la peur au ventre à l'intérieur de l'outre-Moungo devenu les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Que reste-t-il de la « *rigueur et Moralisation* », maitres-mots qui étaient censés sous tendre l'action du président Biya ? sa philosophie politique : Moralisation des comportements, rigueur dans la gestion des affaires et démocratisation de la vie politique. De simples slogans creux qui n'ont même plus la teneur incantatoire du début de son règne. Et rien ne permet de penser qu'au moment où il entame son énième mandat Paul Biya changera sa façon de gouverner qui lui a permis de se maintenir trente-six ans au pouvoir.Le président camerounais préférera toujours la distance et la hauteur à la transparence et à la proximité.

Alors de quoi le nouveau septennat sera-t-il fait ? Malgré nos atouts, demeurerons-nous toujours un pays profondément pauvre, étrangement endetté et accablé par les famines, les maladies et des conflits fratricides et ethniques ?

« La longévité à la magistrature suprême de Paul Biya, ne fait pas bon ménage avec les ressources générées. Les provisions ne sont pas en adéquation avec les efforts et les sacrifices consentis par les Camerounais. A longueur de journée, l'on scande la paix, alors que le panier de la ménagère est vide, les injustices et les inégalités sociales sont nombreuses, le drame de la misère noire est perpétuel et indescriptible dans les foyers. Les riches et les gueux (qui s'amoncellent tous les jours), se côtoient à distance, le taux de chômeurs connaît un accroissement exponentiel. Vivant renfermé dans son palais d'Etoudi, sourd aux appels des populations qui s'encrassent dans la misère galopante », souligne Souley ONOHIOLO du Messager.

Et, le peuple, dans l'indifférence hurle sa colère qui, malheureusement, se brise sur le mur de l'indifférence d'une élite régnante, aveuglée par les privilèges venant du prince.

« Trois décennies durant, le locataire d'Etoudi, n'est pas parvenu à sortir le Cameroun de « l'anormalité », du « tout est possible ». Les affidés et courtisans du régime, rusent jusqu'à l'usure et l'inconscience de la démocratie, de la bonne gouvernance et de l'alternance. Trois décennies durant, le père du « Renouveau », dans sa propension à cristalliser, raffermir et radicaliser son pouvoir, s'est construit une camisole de sécurité ; mieux, un labyrinthe où, les stratégies personnelles de conservation de pouvoir », priment, on l'a vue avec la récente élection, sur les lois de la République.

Edouard Kingue

Novembre 1982

D'Ahidjo à Biya, les discours de démission et d'investiture

Le 04 novembre 1982, Ahmadou Ahidjo annonce contre toute attente sa démission de ses fonctions de président de la République. Paul Biya, alors Premier Ministre et successeur constitutionnel, accède donc à la magistrature suprême.

Ci-dessous, le discours de démission prononcé par l'ex-président Ahmadou Ahidjo :

« Camerounaises, Camerounais, mes chers compatriotes,

J'ai décidé de démissionner de mes fonctions de Président de la République du Cameroun. Cette décision prendra effet le samedi 6 novembre à 10 h. En cette circonstance capitale, je voudrais du fond du cœur remercier toutes celles et tous ceux qui, depuis bientôt 25 ans, m'ont accordé leur confiance et apporté leur aide dans l'accomplissement de mes lourdes tâches à la tête de l'Etat.

Je voudrais tout particulièrement remercier les militantes et les militants de notre grand Parti national, l'U.N.C. de leur soutien total, constant et inébranlable.

S'il reste beaucoup à faire dans la grande et longue œuvre de construction de notre cher et beau pays, nous avons ensemble accompli après l'indépendance, la Réunification et l'Unification, des progrès considérables dans tous les domaines.

Notre pays dispose d'atouts importants. L'unité nationale consolidée, des ressources nombreuses, variées et complémentaires, une économie en expansion continue, des finances saines, une justice sociale en amélioration, une population laborieuse et une jeunesse dynamique, de solides et fructueuses relations d'amitié et de coopération en Afrique et dans le monde.

J'invite toutes les Camerounaises et tous les Camerounais à accorder, sans réserve, leur confiance et à apporter leur concours à mon successeur constitutionnel M. Paul Biya. Il mérite la confiance de tous, à l'intérieur et à l'extérieur. Je vous exhorte à demeurer un peuple uni, patriote, travailleur, digne et respecté. Je prie Dieu Tout-puissant afin qu'il continue à assurer au peuple camerounais la protection et l'aide nécessaires à son développement dans la paix, l'unité et la Justice. Vive le Cameroun ».

Vision d'émergence 2035, le rêve

La vision 2035 du Cameroun s'appuyait « *sur les résultats des études rétrospectives, le recensement des besoins et aspirations des populations et les ambitions des politiques* ». Une nation unie, solidaire et jouissant d'un environnement de paix et de sécurité ;Une démocratie réelle, forte et juste ; Une administration décentralisée et au service du développement ;

Une économie prospère et dotée d'infrastructures performantes ; Une économie basée sur l'intégration sous-régionale et régionale ainsi que sur l'insertion internationale ; Une démographie à croissance maîtrisée ;

Une Nation favorisant l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives autant que leur égalité professionnelle ; Une femme au rôle social renforcé et économiquement autonome ;

Une famille stable et harmonieuse ; Un accès de tous aux services sociaux de base de qualité ; Une justice indépendante et accessible à tous ; Un niveau de pauvreté, d'analphabétisme et d'exclusion sociale résiduel ; Une culture camerounaise affirmée dans son unité plurielle, attrayante et exportable au plan international ; Un niveau de chômage et de sous-emplois résiduel ; Une jeunesse bien formée exaltant le mérite et l'expertise nationale ; Une allocation équitable de ressources entre villes et campagnes et entre les régions du pays.

La vision retient comme objectif global devenir un pays émergent à l'horizon de 25-30 ans, qui est aussi celui nécessaire à l'avènement d'une génération nouvelle. Celui-ci intègre un ensemble d'objectifs intermédiaires qui sont : La réduction de la pauvreté ; L'atteinte du stade de pays à revenus intermédiaires et ensuite, L'atteinte du stade de Nouveau Pays Industrialisé et La consolidation du processus démocratique et de l'unité nationale dans le respect de la diversité qui caractérise le pays.

Source :http://minepat.gov.cm

Discours de prestation de serment de Biya (06 novembre 1982)

Monsieur le président de l'Assemblée Nationale,

Je voudrais tout d'abord vous remercier des propos aimables et réconfortants que vous venez de prononcer pour me souhaiter la bienvenue dans cette auguste enceinte.

Je voudrais également vous remercier, Mesdames et Messieurs les Députés, pour l'accueil chaleureux et patriotique que vous me réservez en ce jour au Palais de l'Assemblée nationale.

Monsieur le président de l'Assemblée Nationale, monsieur le président de la cour suprême, mesdames et messieurs les députés, messieurs les membres de la cour suprême,

Au lendemain du message historique que Son Excellence Ahmadou Ahidjo, président de la République unie du Cameroun et président national de l'Union nationale camerounaise, a adressé avant-hier à la nation, et alors que le peuple camerounais, surpris, attentif et méditatif, cherche encore à comprendre l'événement, je viens, au nom des exigences de la loi, du bon ordre des choses et de la continuité de l'État, de prêter serment devant vous et, au-delà, devant la nation tout entière.

Vous le savez bien, à vrai dire, ce serment s'inscrit dans le droit fil de celui que, le 5 mai 1980, le président Ahmadou Ahidjo, après tant d'autres serments, avait prêté devant vous.

En cette circonstance solennelle et émouvante, circonstance sans précédent dans l'histoire de notre jeune nation, l'heure est à l'hommage, avant d'être à l'engagement et à l'expression de la fidélité. En effet, à mon illustre prédécesseur, mieux, à celui dont j'ai eu l'insigne honneur d'être pendant des années, le collaborateur, je dois un grand et vibrant hommage empreint de déférence et d'admiration. Digne et prestigieux fils de ce pays, père de la nation camerounaise, artisan de son unité et de son développement, le président Ahmadou Ahidjo se sera révélé à nos yeux comme un géant de l'histoire camerounaise, de l'histoire africaine, de l'histoire tout court.

À ce titre, sa brillante carrière d'homme d'État demeure, pour tous les Camerounais, un motif de fierté et un exemple d'engagement et de patriotisme. Devant vous et devant la nation, au moment où il quitte sa haute charge dans la dignité et l'honneur, je voudrais lui adresser, en mon nom personnel et au nom de la nation tout entière, les plus chaleureuses félicitations et l'assurer de notre loyalisme et de notre sympathie.

Mais, il n'y a sûrement pas meilleure manière de lui témoigner notre sympathie et notre loyalisme que de suivre son exemple, de suivre ses pas. Aussi, dans le cadre de ce serment, j'entends situer l'action des années à venir, sous le double signe de l'engagement et de la fidélité.

L'engagement, d'ordre constitutionnel, est la réaffirmation du serment que je viens de prêter. J'entends alors, avec l'aide de toutes les Camerounaises et de tous les Camerounais, et en ma qualité de président de la République, chef de l'État et chef dugouvernement, m'acquitter de ce devoir sacré que m'impose la Constitution :à savoir, veiller à son respect, comme à l'indépendance, à la souveraineté, à la sécurité et à l'unité de l'État, assurer la conduite des affaires de la République. Mon illustre prédécesseur n'a jamais failli à ce devoir. Je n'y faillirai point.

Quant à la fidélité, d'ordre politique, elle est celle à un homme, Son Excellence Ahmadou Ahidjo, celle à un peuple, le peuple camerounais, celle à des options.

S'agissant en particulier des options, qui sont celles de l'UNC depuis sa naissance, et dont l'application et les résultats font du Cameroun cet îlot de paix, d'unité, de stabilité, de justice et de progrès dans un monde aux prises avec les affres de l'instabilité, de la violence et de la pénurie, ces options, dis-je, je les rappelle, parce que les circonstances l'exigent, et pour m'en porter garant.

Ces options sont et demeurent, à l'intérieur, l'indépendance et l'unité nationale, la paix, le développement économique, social et culturel à travers nos choix de libéralisme planifié, de développement autocentré, de justice sociale et de maîtrise.

Elles sont, en Afrique, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, le respect de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale, l'unité et la solidarité africaines, la lutte résolue et irréversible contre les derniers bastions du colonialisme et les méfaits de l'apartheid en Afrique australe, le développement du continent.

Elles sont, sur le plan international, la paix entre les nations, le non-alignement -j'entends un non-alignement authentique-et la coopération-j'entends une coopération rénovée-, dans la perspective d'un nouvel ordre économique mondial plus juste et plus stable.

Dans le cadre de ces options de politique extérieure, le respect de nos engagements et notre attachement aux organisations internationales – je pense notamment à l'UDEAC, et à l'OUA, au Mouvement des pays non-alignés et à l'ONU -ce respect et cet attachement demeurent constants.

Voilà, Mesdames et Messieurs les Députés, Messieurs les Membres de la Cour suprême, les orientations qui doivent continuer à guider l'action du gouvernement de la République tout au long du mandat en cours. La grande et longue œuvre de construction nationale, si bien conçue et si bien menée par Son Excellence Ahmadou Ahidjo, est une œuvre de tous et pour tous. Elle doit demeurer telle. Elle implique, dans les temps durs que nous vivons, à la fois la rigueur dans la gestion, la persévérance dans l'effort vis-à-vis des manouvres et action internes ou externes de démoralisation, de démobilisation ou de déstabilisation.

J'invite donc, de manière solennelle, toutes les Camerounaises et tous les Camerounais à réaffirmer dans les faits leur attachement à cette grande œuvre d'unité, de paix et de progrès, et à s'y maintenir résolument avec la légitime ambition de demeurer un grand peuple, un peuple uni et travailleur, un peuple aspirant à la prospérité et à la justice , un peuple ayant foi en son avenir, un peuple enfin jaloux d'être maître de son destin à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. En ce qui me concerne, avec la confiance et la collaboration de tous, je puis assurer que je m'y emploierai avec toute la force de mon patriotisme et de mon engagement.

Vive le Cameroun !

PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE

La force de la stagnation

A l'ouverture de la cérémonie de prestation de serment, Cavaye Yeguie Djibril qui devait le recevoir, a, dans son discours de circonstance indiqué que la prospérité économique tarde à venir.

C'est la déclaration forte qu'on peut retenir et qui illustre de fort belle manière, la situation économique du Cameroun. Celui qui inaugure aujourd'hui un 7ème septennat de suite, a lui-même reconnu : *« Il faut avoir le courage de le reconnaître, les conditions de vie d'une partie de notre population sont très difficiles, particulièrement dans les zones rurales et à la périphérie des centres urbains. Ce sont pour la plupart des petits paysans, des chômeurs, des jeunes qui n'ont pu trouver d'emploi, des retraités ou des personnes âgées sans ressources. »* Tableau sombre qui témoigne de la grande tâche qui attend Paul Biya sur le plan social. Ce secteur peut rapidement se muer en une bombe et les dirigeants, on se plaît à le penser, en sont très conscients. On ne réprime pas celui qui manifeste parce qu'il a faim. Cela n'a jamais réussi à moins que ce fût une faim déguisée.

La prospérité qui va avec le bien être, une majorité des Camerounais n'en sait rien. Les grandes réalisations du septennat passés, les grandes ambitions qui ont précédées, si cela ne rejailli pas sur le niveau et la manière de vivre des citoyens, à quoi bon ? La relance de la croissance économique, tel que présenté par Paul Biya pour régler les différents problèmes sociaux, serait la solution. La question est de savoir quelles sont les différentes mesures sui seront mises en place dans un environnement où les Camerounais sont plus que jamais égoïstes, tournant le dos à l'intérêt général ? C'est la difficulté. Le candidat nouvellement élu a fait une incursion au niveau des logements sociaux en déclarant : *« L'habitat demeure la priorité de notre action. Le programme de construction de 10.000 logements sociaux sera réactivé, en concertation avec le secteur privé et les autres partenaires nationaux et internationaux. »* Le chiffre est intéressant mais le Cameroun a accumulé au cours des années, du retard dans le secteur que cela ressemble à un grain de sable dans la mer.

Le dialogue dans le NoSo attendra

Alors qu'une opinion s'attendait à ce que l'homme du 6 novembre 1982 décline la tenue prochaine d'une rencontre aux fins de discuter de la paix dans les deux régions troublées du Cameroun, le président nouvellement élu est resté dans sa logique. Une accélération de la décentralisation pour donner plus d'autonomie aux régions. La Commission Musonge qui œuvre pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme, continuera de se déployer sur le terrain. Le chef de l'Etat a également botté en touche la tenue de ce dialogue parce qu'il est convaincu que *« l'écrasante majorité de nos compatriotes des deux régions concernées aspirent à retrouver rapidement la paix au sein de la communauté nationale. »*Paul Biya en promettant qu'il fera en sorte que le calme et la sérénité reviennent dans les deux régions concernées, dans le respect des institutions dont il est le garant, n'a pas manqué de promettre l'enfer aux entrepreneurs de la guerre. Il a déclaré solennellement : *« ils se heurteront non seulement à la rigueur de la loi, mais aussi à la détermination de nos forces de défense et de sécurité ».* Il les a néanmoins invités à déposer les armes et de retrouver de ce fait le droit chemin. A nouveau aux commandes pour sept ans, Paul Biya veut conduire son pays vers des rivages où coulent le lait et le miel, mais est-ce que les contingences nationales et internationales lui seront favorables ? Là est une des facettes de la préoccupation présidentielle.

L.D.N.

VOX-POP

Que pensez-vous du prochain septennat de Paul Biya

1-PETER TIEH NDEH, PRÉFET DU DÉPARTEMENT DU NYONG ET KELLÉ

« La réconciliation viendra avec la paix dans le NoSo »

« L'achèvement des projets en cours dont certains datent des septennats précédents. Là, c'est absolument nécessaire pour renforcer la confiance entre les populations bénéficiaires de ces projets et le président de la République. Il y a aussi la réconciliation nationale qui viendra à coup sûr avec le retour de la paix et la stabilité sociale dans les régions anglophones du pays. Pour le reste, je sais reconnaître la capacité du chef de l'Etat à ne pas se laisser distraire par les non événements comme ceux qui ont suivi la déclaration de sa victoire par le Conseil constitutionnel. »

2-JEAN LOUIS MEVOUNGOU, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES TRANSPORTS DU CAMEROUN(CGSTC)

« Renforcer le dialogue social »

« Nous sommes particulièrement attentifs à la poursuite de la mise en œuvre d'un certain nombre de projets autoroutiers, à la mise en place effective de l'agence nationale de la sécurité routière pour apporter une réponse plus appropriée à la problématique des accidents de la circulation. Le projet de renouvellement du parc automobile et l'institution d'une prime à la casse constituent également une préoccupation majeure des transporteurs routiers, tout comme l'éradication du transport routier clandestin dont les multiples formes dégradent considérablement les professionnels. Nous espérons enfin le renforcement d'un dialogue avec nos différents partenaires pour faire du transport un instrument au service du développement de notre pays. »

SIMON NTONGA, STRATÈGE ET COMMUNICATEUR DU CANDIDAT CABRAL LIBII NGUE NGUE

« Une révision générale complète... »

« Une révision complète de la structure et de la texture gouvernementale. Une révision rapide de la constitution pour la réduction de la durée du mandat présidentiel à 5 ans. Une dynamisation et un contrôle ferme dans la conduite et l'implémentation des politiques publiques. La prise en compte et l'aménagement des conditions de revalorisation de la jeunesse camerounaise. La répression totale des actes de détournement de deniers publics, la promotion de la bonne gouvernance par la maximisation du processus de décentralisation et au besoin la mise en place des régions ».

JEAN FRANÇOIS CHANNON, DP LE MESSAGER

« Le Cameroun a d'énormes problèmes»

« D'abord sur le plan de la démocratie. Il va falloir que le président dont la légitimité électorale est contestée, à tort ou à raison apporte l'espoir d'une réelle vie démocratique. C'est le premier aspect. Et en deuxième lieu, le Cameroun semble être devenu un pays qui appartient à « *certains privilégiés* » qui ont tout ce qui est imaginable comme acquis. Le nouveau président, qui est en fait là depuis 36 ans désormais, doit pouvoir se démarquer des faucons. Absolument. Et de trois, mettre en place des lois utiles pour garantir la vie démocratique. Que le pouvoir arrête d'utiliser les forces de défense et de sécurité pour sa chapelle. L'économie doit pouvoir devenir une affaire d'épanouissement et d'émancipation collectives pour le peuple souverain. Par ailleurs, que le peuple ait son mot à dire sur la popularité de son président en termes de sondages qui n'ont rien à voir avec les calculs politiques. Pour terminer, que Paul Biya refuse catégoriquement les appels à se représenter en 2025, qui seront initiés par ceux qui pillent le Cameroun depuis le début de son règne. »

JEAN MICHEL NITCHEU, DÉPUTÉ SFD DU WOURI

« Rien à attendre »

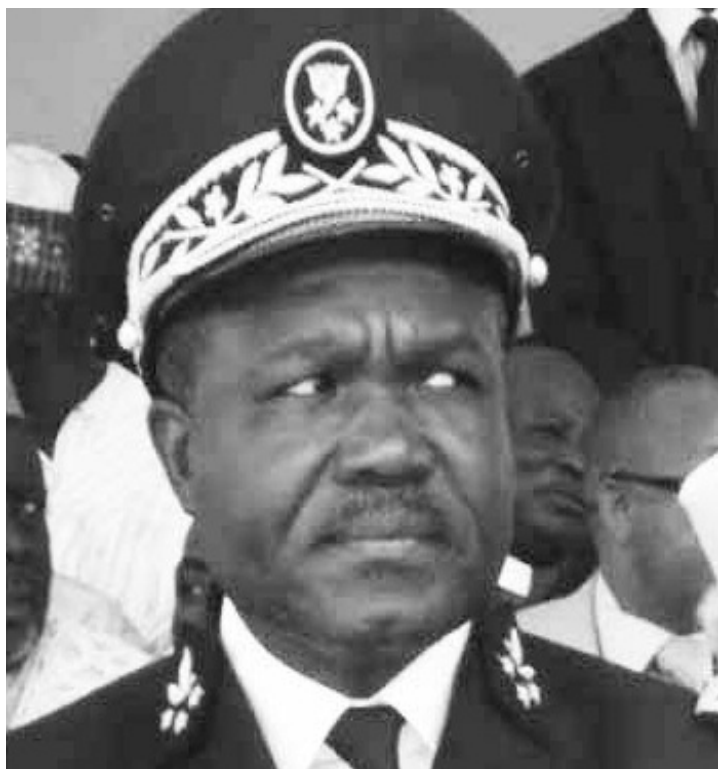
« Je n'en attends absolument rien de positif ! Biya a hérité d'un pays prospère, d'un pays en paix... en 36 ans d'un pouvoir absolu couplé à une gestion catastrophique, il a plongé le Cameroun dans le chaos et notre peuple dans la misère ... le seul service qu'il peut rendre aux Camerounais, c'est de dégager ! »

Propos recueillis par Léopold DASSI NDJIDJOU

Secteur des douanes du Nord

Le gouverneur en flagrant d'illégalité

Abate Edi'i Jean en procédant à un redéploiement d'un gabelou en poste dans cette région, le 1er novembre 2018 et à titre intérimaire, tombe sous le coup de la violation de la circulaire du patron de la territoriale datant du 29 juin 2015, signée de René Emmanuel Sadi, alors ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation.



La décision régionale n°007/DR/D/SP du 1er novembre 2018, portant désignation à titre intérimaire d'un gabelou au poste de chef de brigade commerciale des douanes de Gaschiga, transpire d'une illégalité parfaite. Par cet acte administratif, malgré la mention «*considérant les nécessités de service*», le gouverneur de la région du Nord, Jean Abate Edi'i, qui signe la présente décision, tombe sous le coup de la violation flagrante de la circulaire ministérielle datant du 29 juin 2015 relative à la nomination des responsables par intérim à certaines fonctions et adressée à l'attention des gouverneurs de régions et les préfets.

René Emmanuel Sadi, signataire de ladite circulaire en qualité de ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation (Minatd) de cette époque avait fait un cinglant constat. *«En cas de vacances à des postes de responsabilité, dans les services déconcentrés de l'Etat ou dans ceux des communes ou des communautés urbaines, certains gouverneurs ou préfets perdent parfois de vue, les règles et procédures régissant la nomination auxdits postes»* observait alors celui qui avait les commandes de la territoriale. Poussant plus loin, René Emmanuel Sadi notait qu'«*en violation des règles de compétence, des responsables sont nommés à ces postes à titre intérimaire, le plus souvent par simple note de service*».

Décision controversée

D'où l'invite faite aux gouverneurs et préfets de «*s'abstenir de procéder dorénavant à la désignation des responsables par intérim aux postes ne relevant pas, en vertu des textes en vigueur, de leurs attributions expresses*». Bien plus, en cas de vacances dûment constatées, *«les gouverneurs et préfets devraient soumettre à l'autorité compétente, avec la diligence requise, des propositions de désignation d'un intérimaire ou de nomination au poste concerné»*. Jean Abate Edi'i n'a pas cru devoir se conformer au respect scrupuleux de cette circulaire gouvernementale en désignant sieur Djorwe Problème, adjudant des douanes, matricule n°647004, pour assurer l'intérim du chef de brigade commerciale des douanes de Gaschiga. Le titulaire du poste, Biwole Florent Patrick, étant bénéficiaire d'un stage de formation.

Pour valider cette forfaiture, le gouverneur de la région du Nord, a fait précéder sa décision régionale de la mention «*sur proposition du chef secteur des douanes du Nord, considérant les nécessités de service*». Le chef secteur des douanes du Nord, en bon légaliste, a adressé une correspondance au patron de la région du Nord pour lui clarifier qu' *«en aucun moment, le chef secteur des douanes du Nord ne lui a fait des propositions de désignation d'un responsable à titre intérimaire*» et qu'il serait par conséquent convenable de supprimer la mention «*sur proposition du chef secteur des douanes du Nord*». Bello séraphin, le chef secteur des douanes du Nord saisit le gouverneur Abate Edi'i le lendemain de la publication de la décision ainsi controversée, c'est-à-dire vendredi 2 novembre 2018.

Circuits de la corruption

En attendant un possible rétropédalage du gouverneur Jean Abate Edi'i qui a tenté un passage en force d'une décision puant d'illégalité, laquelle ne relève pas, manifestement de sa compétence, il reste à craindre que le pauvre chef secteur des douanes du Nord, ne se mette à dos, la hiérarchie régionale, qui pourrait ne pas laisser cette affaire, dans laquelle, il pourrait laisser des plumes à défaut d'être humilié. Pour nombre d'observateurs du landernau socio-politico-administratif du Nord, cette forfaiture démasquée, met à nu des pratiques mercantiles entachant certains actes administratifs.

Beaucoup ne se cachent plus, ne vont guère au maquis, pour crier sur tous les toits, que le déploiement des gabelous est conditionné par le versement d'une rondelette somme de cinq millions Fcfa, dans les circuits huilés par des gestes de corruption et de concussion, de préparation des actes qui organisent le redéploiement des préposés de l'administration douanière. Plus grave, ceux ayant bénéficié de la décision régionale prennent un malin plaisir à manquer de respect au chef des douanes, en posant des actes d'insubordination, à l'endroit de leur hiérarchie dont l'autorité morale est pour ainsi dire bafouée sans ménagement.

ALAIN NJIPOU

Ngouo Woungly Massaga

« Le Mrc manque de stratégies »

Le « commandant Kissamba », vétéran de la lute indépendantiste parle de la convergence des forces politique pour opérer le changement et l'émancipation des peuples tant souhaité par les acteurs politiques. Il se prononce aussi sur le déploiement du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) qui, à travers un agenda bien détaillé entend réclamer la « victoire volée ».

Il s'exprimait ainsi au sortir de la grande veillée-témoignage organisée samedi dernier lors de la commémoration de l'assassinat de Félix Roland Moumié sous le thème « nos martyrs et la problématique du contentieux historique », initiative de l'Alliance Patriotique et du mouvement citoyen (Moci). Durant les débats, le parcours et les convictions de l'ancien président de l'union des populations du Cameroun (Upc) a été abordé ainsi que tous les autres combattants des libertés et d'affranchissement des peuples noirs. Le vétéran croit que « l'effort de regrouper les patriotes est la bienvenue. Mais le travail doit être fait avec sérieux » mais le véritable problème des acteurs politiques reste « le Franc Cfa » qui est le « premier contentieux au pays ». Pour Woungly Massaga « *on peut dire qu'il y a eu des morts mais c'est important puisque le pillage du Franc Cfa c'est chaque jour et les massacres effectués contre les Camerounais n'ont pas le même poids* ». Tout cela serait alors dû au fait que *« les gens se croient toujours plus malin » et finalement « L'engagement n'est pas réel … finalement le combat ne peut pas être mené »* parce que chaque acteur voudrait tirer la couverture de son côté.

Pour le cas du Mouvement pour la renaissance du Cameroun, Ngouo Woungly Massaga qui avait été fait conseiller spécial de Maurice Kamto avant d'être débarqué pour des questions dit-on de pitance croit que *« le Mrc manque de stratégies » car « marcher sur le pont du Wouri est une perte de temps »*. Il conseille simplement de *« se mettre au travail pour les échéances futures »*. Profitant de l'occasion, Woungly Massaga ne manque pas de revenir sur ses déboires avec son ancienne formation politique. Il révèle alors qu'on lui a fait *« des promesses non tenues…les courtisans et non Kamto lui-même ont tout fait pour essayer de contrôler… »* D'où son départ illico presto afin de garder « sa dignité ». René Jacques Ngouo Woungly Massaga, 82 ans sonné continue de faire parler de lui, même si son instabilité politique alimente les conversations à tort ou à raison, restant toujours une source d'inspiration pour des générations en quête d'en savoir un peu plus sur la lutte indépendantiste.

Dimitri AMBA

Crise anglophone

Controverse autour des élèves enlevés à Bamenda

Des hommes armés ont enlevé des élèves, un principal, un enseignant et un chauffeur de l'école presbytérienne de Bamenda (Presbyterian Secondary School.

Il n'est plus à nier que le Cameroun traverse l'un des moments les plus sombres de son histoire après les villes mortes des années 90. Depuis que la crise anglophone a explosé dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest en 2016, les statistiques actuelles des victimes sont énormes et le mal est loin d'être à son terme. Une kyrielle de personnes sont passées de vie à trépas à cause des affronts quotidiens entre l'armée et les séparatistes, d'une part et d'autre part, les ambazoniens qui, pour exercer un moyen de pression sur l'Etat afin que celui-ci puisse résoudre le problème sociopolitique qui y prévaut, tuent les civils. Juste une semaine après l'assassinat du pasteur américain Charles Wesco, missionnaire américain, dans la localité de Bambui, près de Bamenda, dans le Nord-ouest, dans un échange de tirs entre séparatistes armés et soldats camerounais, voici une fois de plus une attaque qui fait toujours compter le nombre de morts à Bamenda.

En effet, dans la matinée d'hier, aux environs de 4h du matin, l'huissier de justice maitre Mbah a été froidement assassiné par la milice séparatiste vers Guzang dans le Nord-ouest. Crime après lequel, ils ont kidnappé 11 élèves de form 5 du Presbyterian secondary school (Pss) Nkwen à Bamenda 3e, enlevé un enseignant et le chauffeur du même établissement. Ont été aussi pris en otage, le principal dudit collège, Bame Belinda Wanyu et le greffier près le Tribunal de première instance (Tpi) de Batibo. Ces attaques interviennent deux semaines après que le Conseil constitutionnel ait proclamé Paul Biya vainqueur des élections présidentielles du 07 octobre dernier.

1 milliard pour les déplacés internes

Alors que toute la communauté nationale et internationale ont un regard rivé vers ce dernier afin qu'il mette un terme à la crise anglophone, son premier acte allant dans ce sens depuis sa réélection, date du 02 novembre dernier. En effet, pour essayer de faire plaisir à ses homologues étrangers qui, dans leur lettre de félicitations à lui adressée pour sa réélection, l'ont pour la plupart tancé de vite résoudre une bonne fois pour toute le problème anglophone, il a débloqué la somme de 1 milliard de Fcfa afin de permettre aux déplacés internes de retourner chez eux. Si malgré cela, les problèmes persistent dans ces zones, ça veut probablement dire que même le chef de l'Etat n'est pas en train de résoudre le problème de fond en zone anglophone. Et s'il faut toujours surfer sur du superficiel en enfumant les populations avec des actes vidés d'impact positif durable, l'on se demande bien de qui se moque-t-on ?

Rostand TCHAMI

Nec du Sdf

Le Tsunami annoncé accouche d'une souris

Joshua Osih, candidat du parti de la balance que les militants accusent d'être responsable de la déculottée du social democratic front (Sdf) lors de la dernière présidentielle, a réaffirmé sa position ce weekend lors d'une réunion du National executive committee tenue à Yaoundé en présence du chairman Ni John Fru Ndi.

Le candidat du Sdf à la présidentielle par ailleurs, député et premier vice président du parti ne voudrait pas qu'un bouc émissaire soit désigné à propos de la prestation et même des suffrages enregistrés lors du rendez-vous électoral où sa formation politique est sorti 4ème au classement, derrière le candidat du parti au pouvoir, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) porté par Maurice Kamto et le parti Univers conduit par Cabral Libii Li lingue. N'ayant pas maintenu le statut de second comme cela avait déjà été le cas lors des échéances passées, Joshua voudrait endosser seul la dégringolade du Sdf dans le hit parade final. Il a déjà la tête tournée vers l'avenir puisque le « présidentiable » d'hier invite les uns et les autres à se mettre au travail pour que le parti ne soit pas ridicule lors des élections locales à venir.

« *C'est ce qui nous intéresse maintenant…le reste on gère en famille* ». Celui pour qui la tête était mise à prix par le maire de Loum et certains militants de la diaspora reste zen. Ils demandaient alors qu'il soit radié du parti et demis de ses fonctions pour avoir reconnu la victoire de Paul Biya à l'élection présidentielle « *C'est une bonne attitude pour les camarades d'exprimer leur point de vue, c'est la démocratie en interne qui gagne* », lance Joshua Osih qui repart aussitôt dans la salle des travaux. Au-delà de quelques supputations, les congressistes n'ont pas laissé filtrer une information durant l'assise, ce qui présageait déjà d'une rencontre sous haute tension. Puisqu'un participant à la réunion qui se contentait de ventiler le fond des débats dans les réseaux sociaux sera stoppé net dans son élan, il lui sera retiré le téléphone avec lequel il s'attelait à diffuser des informations qui étaient censées rester secrètes. Trainé hors de la salle, le cadre du Sdf ne reprendra les travaux qu'après avoir remis son outil de travail.

L'on se contera alors des formules du genre, on tire les leçons et on remobilise les troupes pour les échéances futures. Aucune sanction n'a finalement été annoncée encore moins des personnes dont la responsabilité a été établie en ce qui concerne le mauvais score de la présidentielle. L'on retient que le Chairman pour ce qui est de la reconnaissance ou non de la victoire de Paul Biya a dit que le sujet devait être abordé en interne. Jean Michel Nitcheu paraissait serein, Mbah Ndam un peu affaibli du fait de sa santé fragile, désormais appuyé sur une canne, Forbi très effacé durant la rencontre, tandis que le grand absent Joseph Banadzem Lukong n'a pas été aperçu. Il serait à l'étranger pour suivre des soins de santé. Plusieurs points inscrits à l'ordre du jour ont été renvoyés à une date ultérieure.

Dimitri AMBA

Répression

La marche du Mrc étouffée à Bafoussam

Restriction des libertés d'aller et de venir et brutalité policière ont ponctué la journée du dimanche 04 novembre 2018 dans la métropole régionale de l'Ouest.

17heures 30 ce dimanche 04 novembre 2018. La devanture du lieu dit Michou Bar à Tyo-ville dans la commune de Bafoussam IIème est prise d'assaut par des éléments de la police anti-émeute. Casques, contrestibia, gilets pare-balle encombrent leur accoutrement. Même décor chez leurs homologues de la gendarmerie nationale postés au niveau du lieu dit «Entrée de la ville» à Ndiengdam. C'est d'ailleurs ce groupe qui est venu en rescousse aux éléments de la police pour étouffer la marche lancée vers 11heures par des militants du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc). Alignés et chantant à vives voix des chansons pour magnifier Maurice Kamto, ceux-ci ont été brutalisés par des policiers. La banderole qu'ils tenaient en main et sur laquelle, était arqué « *non au hold-up électoral* » a été arrachée. Ils ont été par la suite embarqués dans diverses cellules des commissariats de la ville.

A la même heure, Wiliam Dzokou, membre du bureau national des jeunes du Mrc a été interpellé par la commissaire de l'unité du 4eme arrondissement de Bafoussam à Kouogouo. Au moment où nous allions sous presse, il a été transféré au commissariat central. Christophe Kamdem, coordonnateur régional du Mrc à l'Ouest est encerclé dans sa résidence depuis hier soir. Il ne peut sortir ni recevoir des visites. Les autres officiels du Mrc ont été bloqués dans leur résidence respective. Au rang de la vingtaine des militants interpellés et embastillés, un autre se trouve dans le coma. L'infortuné a été frappé à la tête avec la crosse d'un fusil.

L'hyper déploiement…

Cette répression barbare de la manifestation projetée par le Mrc divise la classe politique locale. Membre du bureau national de l'Organisation des jeunes du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Ojrdpc) et 1er adjoint au maire de la commune de Bafoussam Ier, Hyppolite Tchoutezo est contre cette manifestation du Mrc. *« Il faut soutenir le chef qui est à la chefferie. Ces jeunes-là travaillent pour un sous-traitant politique. Ils se sacrifient pour une autre personne. Ils ne savent pas que la loi de 2014 sur la répression du terrorisme au Cameron sera appliquée»,* soutient-il. Par contre, une bonne partie de l'opinion locale condamne l'hyper déploiement des forces de l'ordre dans la ville de Bafoussam depuis quelques jours. Est aussi condamnable, selon l'opinion locale, la restriction des libertés d'aller et de venir, notamment la fermeture des débits de boissons, casinos, cabarets et autres espaces de divertissement avant 21 heures. Les multiples tours des chats à eau de la gendarmerie ou de la police anti-émeute se poursuivent sur les grandes artères de Bafoussam. Et suscitent également les frayeurs et l'indignation. Par contre, les sympathisants du Rdpc saluent cette démonstration « *intimidatrice et dissuasive* ».

« Est-ce une exclusivité camerounaise? Tout le monde sait les tensions qui ont émaillées cette élection. Il y a eu entre autres des préparatifs dangereux si l'on s'en tient aux agitations des uns et des autres. Et naturellement par mesure de sécurité et pour garantir la paix, il faut déployer les forces de sécurité. C'est un principe fondamental peu importe celui qui est au pouvoir », soutient Houzerou Ngoupayou. Celui-ci pense qu'une manifestation insurrectionnelle n'est jamais pacifique. Et pourtant dans les rangs du parti du Pr Maurice Kamto, l'on clame que la manifestation de protestation qui devrait aller du carrefour « mairie rurale » au lieu dit carrefour Madelon était pacifique et symbolique.

Guy Modeste DZUDIE

Zéphirin Koloko

« Réunir le pouvoir et l'opposition autour d'une même table »

Les Awards de la présidentielle. Un concept inédit de l'Agence camerounaise de communication. Le tout premier événement du genre aura lieu le 10 novembre 2018 à Yaoundé au Cameroun. Dans un contexte marqué par la prestation de serment du président de la République réélu, Paul Biya ; mais aussi marqué par différentes protestations de l'opposition dont certains n'hésitent à brandir la menace d'une insurrection populaire. Le promoteur des Awards de la présidentielle voudrait à travers cette cérémonie, contribuer à apaiser le climat qui prévaut et projette de réunir autour de la même table, les différentes parties prenantes au scrutin du 7 octobre dernier.

Nous sommes à moins de sept jours des Awards de la présidentielle. Où en est-on avec les préparatifs de cet événement ?

Les préparatifs vont bon train. Nous sommes en train de caler un certain nombre de lauréats. Vous savez qu'il y a une série de nominés, comme vous avez pu le lire dans les journaux. Il est donc question pour le jury de retenir tous ceux-là qui seront primés à l'occasion de cette soirée exceptionnelle qui aura lieu au Hilton hôtel le 10 novembre 2018. Il y a quelques noms qui sont déjà connus, parce qu'il faut le dire, le jury travaille au fur et à mesure, un jury qui est présidé par Mgr Nicodème Nguélé, Archevêque anglican.

Expliquez-nous le concept Les Awards de la présidentielle...

Nous avons constaté que, généralement au terme des élections, il y a beaucoup de dissensions dans les formations politiques. Nous nous sommes demandé à quoi sont dus ces désaccords. Ces désaccords sont pour la plupart dus au fait qu'on ne reconnaisse pas le mérite, le travail abattu par certaines personnes. C'est pour cela que l'Agence camerounaise de communication a créé le concept des Awards de la présidentielle, pour récompenser tous ceux qui se sont démarqués sur le terrain, afin d'éviter les frustrations dans les différentes formations politiques. L'idée également est de promouvoir le vivre-ensemble, et de faire comprendre aux uns et aux autres, que l'élection c'est comme un jeu, un match de football, il faut apprendre à saluer l'équipe gagnante, il faut avoir l'esprit de fair-play. Savoir reconnaitre qu'on a échoué et qu'on doit désormais se préparer et affuter ses armes pour pouvoir gagner la compétition qui va suivre, peut-être dans 7 ans encore s'il s'agit de la présidentielle. Voilà globalement l'idée de cette initiative. Promouvoir le vivre-ensemble, développer l'esprit patriotique, tel est l'objectif.

En récompensant certains acteurs, ne courez-vous pas le risque de frustrer d'autres qui se seraient également distingués au cours de ce scrutin ?

Non, du tout, vous savez que lorsqu'on engage ce genre d'événement, on ne peut pas primer tout le monde. L'Agence camerounaise de communication a déployé des équipes dans les 360 communes que compte le Cameroun. C'est pour cela que vous verrez sur la liste des nominés, beaucoup de « no name » entre guillemets, des gens qui ne sont pas toujours sur la scène publique, mais dont il est question de reconnaitre le talent. Parce que pour nous, il est question de reconnaitre non seulement ces hommes et femmes qui ont mouillé le maillot pour assurer un nouveau septennat au président Biya, puisque c'est lui le vainqueur. Mais aussi récompenser d'autres acteurs politiques, et notamment des candidats de l'opposition, les acteurs de la société civile aussi seront récompensés. Quand je parle d'opposants ici, je voudrais préciser récompenser les opposants patriotes, ceux-là qui ont eu le courage de reconnaitre qu'ils ne se sont pas suffisamment préparés, et qui se disent engagés pour affronter les prochains défis électoraux.

Et au niveau du public, ne redoutez-vous pas qu'on vous taxe de laudateurs du régime en place, à la simple évocation du mot présidentielle dans ce concept ?

Il est question pour nous de permettre aux populations de bien capter le bon exemple, de permettre aux populations de savoir que ce qui compte lorsqu'on est camerounais, c'est l'esprit patriotique, c'est d'aimer notre pays, et surtout, c'est de travailler afin d'être parmi les personnes à récompenser, être des modèles. Il est question de mettre en scène ces modèles-là qui seront des exemples pour la jeunesse camerounaise. Aussi, de faire comprendre à la jeunesse que lorsqu'on s'est engagé dans une formation politique, l'on doit s'y engager à fond. Lorsqu'on s'est engagé à faire de la politique, on doit être un acteur patriote, digne de ce nom, à travers ses initiatives, à travers ses œuvres sur le terrain, afin d'être un exemple pour les autres.

Comment faire pour faire passer ces idées quand on sait que ce genre de cérémonie appelle à un show autour des prix et autres trophées remis aux personnalités ?

Nous avons pris la peine de réaliser des reportages sur l'ensemble des lauréats, sur tout ce qu'ils ont fait sur le terrain, en commençant par un magazine spécial qui va retracer la vie du Président Paul Biya depuis son accession à la magistrature suprême en 1982 ; nous allons ressortir ce magazine qui sera diffusé au cours de la soirée, ainsi que des portraits-bilans sur les lauréats sur tout ce qu'ils ont fait en période préélectorale, électorale et post-électorale pour pouvoir être à même de justifier leur sélection en lieu et place de X ou Y personne. Parce que le jury a défini des critères, qui sont certes sévères, mais nous espérons que les uns et les autres doivent accepter ces critères parce que parfois il faut être dur.

Quels sont ces critères pour que les lecteurs puissent se faire une idée ?

Je voudrais dire à l'opinion publique que plusieurs points ont servi à retenir les nominés. Il y a l'effet de précampagne, il y a la présentation personnelle, il y a la qualité du QG de campagne, il y a la présence sur le terrain ou l'occupation du terrain, il y a l'attrait du public, il y a la profession de foi, il y a le score obtenu à l'élection. Voilà quelques points, auxquels on peut ajouter l'aspect sondage de l'opinion qui compte. Précisons qu'à l'exception des points obtenus à l'issu du scrutin présidentiel et la qualité du programme proposé qui sont notés sur 20, tous les autres critères ont été évalués sur 10 points. Ce qui donne une note d'appréciation sur 100 points. Voilà les critères qui guident le jury dans la sélection des lauréats. Mais ce qui est déjà sûr, c'est que le Président Paul Biya et la première dame seront les Guest stars de l'événement.

C'est un concept porté par un jeune, vous Zéphirin Koloko, entouré d'autres jeunes. Ça peut surprendre plus d'un. Qui se cache derrière vous ?

Ce qu'il faut dire, c'est que personne n'est derrière Zéphirin Koloko. L'Acacom est l'unique entreprise qui assume dans son entièreté l'organisation de cet événement qui connaitra la présence, si rien ne change entre temps, de madame Chantal Biya la première dame et du Président de la République Paul Biya. Ce sera sans doute sa première sortie officielle après la cérémonie d'investiture. Parce que Paul et Chantal Biya seront les invités d'honneur de cette cérémonie et seront les premiers à recevoir les plus gros prix, les plus grosses récompenses, pour la simple raison qu'il a engrangé une écrasante victoire lors de la dernière élection présidentielle.

Vous dites être seuls derrière ce projet, du moins, l'Acacom, qui est une entreprise privée. Ne craignez-vous pas que cette initiative soit récupérée par les pouvoirs publics ?

Non, nous ne craignons rien. Je ne pense d'ailleurs pas que ce soit l'intention des pouvoirs publics. Mais qu'à cela ne tienne, nous avons fait ce qu'il faut faire pour sécuriser notre projet. Nous savons que le pouvoir public camerounais est un pouvoir public responsable qui a toujours encouragé les initiatives des jeunes. Donc, nous n'avons pas de crainte à ce niveau. Toutefois, il n'est pas exclu que nous entamions des démarches avec les pouvoirs publics, pour faire de ce événement un événement extraordinaire avec l'implication directe du gouvernement dans l'organisation des prochaines éditions.

Est-ce que le contexte actuel, marqué par des escalades verbales des fanatiques de l'opposition tout comme ceux du régime en place, est propice à ce genre d'événement ?

Je disais tantôt qu'il est question pour nous de promouvoir le patriotisme, promouvoir le fair-play après la présidentielle .Nous voulons permettre au parti au pouvoir et à l'opposition de se réunir autour d'une table, et de se dire, les élections sont passées, le président Paul Biya a été investi, il est maintenant question pour nous de regarder ensemble comment construire le Cameroun, de s'aimer, de considérer que nous sommes uns. Il est question pour nous au cours de cette soirée, de dire aux gens que ça ne sert à rien d'être tribalistes, et que quelque soit nos origines, nous sommes uns et indivisibles. C'est ce que nos enfants attendent de nous, un bien-être qui a besoin de la contribution de chaque camerounais, fut-il de l'opposition ou du pouvoir.

Après cette première édition, quelle sera quoi la suite ? C'est un événement que vous voulez pérenniser sans doute ?

Cet événement va d'abord permettre d'atténuer le climat qui est un peu tendu pour l'instant. Cela va permettre d'oublier ce qui s'est passé. Cela va aussi permettre de savoir que désormais, il est question pour l'opposition de mettre sa machine en branle pour être capable de rafler des sièges lors des prochaines échéances électorales. Et au parti au pouvoir de mettre sa machine en œuvre pour répondre aux aspirations du peuple qui attend beaucoup du président Biya. Pour les Awards de la présidentielle, nous entendons revenir pour d'autres éditions, autant de fois que nous aurons les moyens de mettre en lumière ces personnalités qui animent la vie politique au Cameroun. Donc c'est un événement qui se veut pérenne.

Un dernier mot à l'endroit du public et des acteurs politiques

Je voudrais dire au public qu'il est important d'aimer son pays, d'être patriote, et de ne pas céder à la tentation de descendre dans les rues. Parce que si on fait des casses, c'est nous qui perdons, il faudra tout reconstruire. Il faut plutôt, à travers notre comportement citoyen, accompagner celui qui a été élu à construire le Cameroun et à permettre aux jeunes d'avoir un avenir digne de ce nom. Aux acteurs politiques, je voudrais également leur dire que la jeunesse attend beaucoup d'eux. Il n'est pas question de les primer pour qu'ils se bombent le torse, mais afin qu'ils puissent travailler davantage pour mériter encore la confiance du public et la confiance de celui qui est élu présentement.

Interview réalisée par Achille KAMGA

FISTULE OBSTÉTRICALE

La Fondation-Orange sauve des vies à l'Est

Grâce à son partenariat avec le ministère de la santé publique et l'Unfpa, une soixantaine de filles ayant subi cette complication de l'accouchement ont déjà retrouvé le sourire et leur dignité.

Depuis 31 ans, Esther Asague, âgée de 56 ans et originaire de Nguelmendouka dans le département du Haut-Nyong vivait un véritable calvaire. Suite à un accouchement difficile des jumeaux qui s'est soldée par un mort-né en 1987, elle a été victime d'une fistule obstétricale. Néanmoins, *« depuis le mois d'octobre 2018 je suis soulagée »*, confesse-t-elle. Cette dernière fait partie des 24 femmes et filles prises en charge lors de la dernière campagne de réparation des fistules obstétricales organisée du 22 au 31 octobre 2018 au complexe hospitalier catholique de Batouri. A notre passage à leurs chevets le 31 octobre dernier, Floride Yangna, âgée de 19 ans, Merveille Deng, 20 ans et Monique Nambo, 15 ans, témoignaient avoir subi avec succès leurs interventions chirurgicales. L'opération a été financée et organisée par la Fondation-Orange en collaboration avec le Fonds des Nations-Unies pour la population (Unfpa). Pendant des années, ces victimes des fistules obstétricales ont supporté la honte, l'humiliation et toutes formes de stigmatisations. *« Pour cela, nous remercions la Fondation-Orange et l'Unfpa qui nous ont redonné l'envie de vivre »* ont-elles indiqué. *« Cette prise en charge médico-chirurgicale et psychosociale de 120 femmes porteuses de fistules obstétricales dans la région de l'Est est financée à hauteur de 110.906.933 francs Cfa. Soit une contribution de 41.650.000 francs Cfa de la Fondation-Orange »*, informe Marie Madel Mvondo, de la Fondation-Orange Cameroun. La fistule obstétricale dont la réparation coûte entre 300 et 500 milles francs Cfa est une pathologie qui survient généralement chez les filles qui tombent précocement enceintes alors que leur bassin n'est pas encore mature. *« Il s'agit d'une communication anormale des voies urinaire et vaginale, ou des voies digestive et vaginale, ou des deux ; qui suivent à la suite d'un travail anormalement long. Elle se manifeste par la perte continue des urines ou des selles, ou des deux par la voie vaginale »* explique Dr Samuel Katumua Bolemba, directeur du complexe hospitalier catholique de Batouri. Ce qui complique d'avantage la situation est le fait que l'accouchement de la plupart des femmes ne se passe pas dans les formations sanitaires. D'après la Sœur Astarie Blandine Ndzie, infirmière-accoucheuse dans cette formation sanitaire, *« lorsque le travail d'accouchement est difficile et prolongé pendant plusieurs jours sans intervention obstétricale, (césarienne), le fœtus exerce alors une pression excessive sur les organes internes (vagin, vessie, rectum) et endommage les tissus de la femme. Dans la plupart des cas, le bébé meurt. La femme souffre d'incontinence sévère qui conduit à des ulcères, des infections et parfois à la mort »*.

Loin d'être une fatalité

Les femmes qui souffrent de cette pathologie sont souvent condamnées à l'isolement social, une aggravation de la pauvreté, et à la dépression. Dans certaines localités de l'Est, les victimes sont considérées comme des parias. Ce qui fait qu'elles vivent cachées. Il faut une véritable traque pour les retrouver. Pourtant, la fistule obstétricale est loin d'être une fatalité. Au Cameroun, environ 2000 cas surviennent chaque année. Et pour y faire face, la Fondation-Orange, partenaire du ministère de la santé publique s'est joint au Fonds des Nations-Unies pour la population qui depuis 2005 organise des campagnes de réparation gratuite des fistules obstétricales. A l'Est, deux campagnes de chirurgies gratuites ont déjà été organisées, notamment en mars 2017 à l'hôpital régional de Bertoua et en juin-juillet 2017 au complexe hospitalier catholique de Batouri. Cette année-là, 36 femmes porteuses de fistules obstétricales avaient été prises en charge pour la réparation. Dans cette région, l'Unfpa et la Fondation-Orange travaillent avec des relais communautaires qui se déploient dans les zones les plus reculées pour sensibiliser les femmes et jeunes filles et référer celles qui sont malades vers les centres hospitaliers concernés par le programme.

Equipement et formation

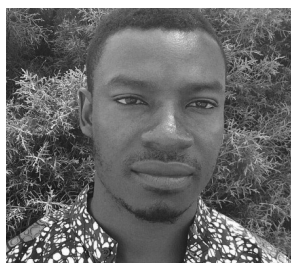
Afin de rendre effective la pratique de chirurgie de routine des fistules obstétricales dans cette partie du pays, la Fondation-Orange a renforcé le plateau technique de l'hôpital régional de Bertoua ainsi que celui du complexe hospitalier catholique de Batouri avec des équipements de dernière génération. A même-temps, elle s'occupe de la formation des équipes médicales pour la prise en charge médico-chirurgicale et psychosociale. Le 31 octobre dernier, nous avons trouvé le personnel soignant du complexe hospitalier catholique de Batouri en pleine séance de formation au bloc opératoire, sous la coordination du professeur Pierre Joseph Fouda, chirurgien-urologue, directeur de l'hôpital central de Yaoundé, dépêché pour la circonstance à Batouri par le ministre de la santé publique.

Ange-Gabriel OLINGA B.

Réactions

SYLVESTRE ONGONO MBASSI
REPRÉSENTANT DU CHEF DE DISTRICT DE SANTÉ DE BATOURI

« Passer le message à travers les radios communautaires »



Les campagnes de chirurgies gratuites organisées au complexe hospitalier catholique de Batouri depuis l'année dernière ont eu un impact positif dans notre District de santé où on observait encore des cas de résistance des femmes souffrant des fistules. La plupart hésitaient d'en parler parce qu'elles étaient stigmatisées et isolées dans leurs communautés. Dès les premières fuites d'urines ou de selles, la majorité de femmes n'en parlent pas souvent parce qu'elles ne savent pas que ça se soigne. Pour sensibiliser ces populations, nous travaillons avec les radios communautaires pour passer des messages et aussi avec des relais communautaires qui se déploient dans leurs communautés et dans les zones les plus reculées pour identifier et persuader ces femmes de venir se faire soigner. Nous disons merci à nos partenaires, en occurrence l'Unfpa et la Fondation-Orange pour tout leur soutien dans la lutte contre cette pandémie.

DR NICOLE ETEKI
GYNÉCOLOGUE, EXPERT CONSULTANTE POUR LA LUTTE CONTRE LES FISTULES OBSTÉTRICALES À L'UNFPA

« Eviter les grossesses précoces »

Le partenariat avec la Fondation-Orange est un geste de solidarité et d'humanité envers les femmes en détresse dans la région de l'Est. L'objectif de ce partenariat est d'améliorer non seulement la prise en charge des fistules obstétricales, de former des équipes médicales, mais aussi de renforcer la capacité des plateaux techniques des formations sanitaires concernées avec des équipements adéquates. Nous savons tous qu'au cours de l'accouchement, il y a des risques qui peuvent conduire à la mort de la femme enceinte. La fistule obstétricale en fait est l'affection la plus traumatisante chez la femme dans la mesure où elle touche à sa dignité et à son hygiène. De plus, elle survient lorsque celle-ci est en train de donner la vie. Ce qui la rend encore plus cruelle. Pour éviter cette pathologie, je conseillerai aux jeunes filles de fréquenter les formations sanitaires, d'éviter les grossesses précoces et des accouchements qui se déroulent en l'absence d'un professionnel de la santé.

Propos recueillis par A.G.O.B, de retour de Batouri

Boycott des artistes-musiciens camerounais en Europe

Les avis émis dans ces pages n'engagent que leurs auteurs

PAR SERGE AIMÉ BIKOI*

A la quête des déterminants de l'interprétation des sonorités discordantes des Camerounais de la diaspora à l'aune du paradigme de la Sociologie de la contestation inspirée de Jean Ziegler!

« *Science sans conscience n'est que ruine de l'âme* », Dixit Rabelais. « Vox populi vox Dei ». Traduction la voix du peuple, c'est la voix de Dieu. L'évocation de ces deux pensées n'est pas fortuite, encore moins gratuite. En effet, à la lumière de ces deux citations,- il est possible d'en évoquer plusieurs autres nous ne sommes, malheureusement, pas à l'amphi- Il apparaît, d'une part, une interpellation individuelle-s'agissant de la première référence scientifique-. Et, d'autre part, une interpellation collective -concernant la seconde référence qui est, en réalité, un aphorisme. Sortons de nos émotions, de nos passions, de nos pulsions et, par corollaire, de nos procès d'intention! Ne stigmatisons pas! Ne labellisons pas! Ne fustigeons pas! Toute chose chère à la posture normative et dogmatique, dont les religieux et les juges sont les censeurs, voire les recenseurs! Fort au contraire, cherchons à comprendre la causalité du ras-le-bol des concitoyens de la diaspora! Cherchons à sonder, ce que Max Weber, Sociologue interactionniste allemand, appelle "l'intentionnalité" des acteurs en interaction, voire en interactivité avec le système social d'appartenance! Allons donc à la quête des actions, des intentions et des motivations des acteurs camerounais domiciliés en Occident!

Dans l'optique d'analyser et d'interpréter les raisons de la symphonie du désaccord des compatriotes de la diaspora à l'endroit des artistes-musiciens locaux exprimant le vœu de faire un concert, voici deux extraits de la vidéo des auteurs, diffusée, ces derniers jours, sur les réseaux sociaux! "Il y a Coco Argentée, Mani Bella, Grâce Decca, Jean-Pierre Essome. Désormais pour sept ans mandat de Paul Biya, vous êtes irrecevables en Amérique du Nord.. C'est terminé! L'argent que vous avez déjà perçu, vous le mangerez pendant sept ans. Grâce Decca et K-Tino, vous êtes ds enfants de Dieu, vous luttez contre les opprimés. Vous qui êtes les enfants de Dieu, vous luttez contre les opprimés. N'avez-vous pas vu cette jeunesse qui a refusé d'aller manger le pain sardine? Prenez l'exemple de Lapiro de Mbanga! Il a voulu sortir du régime Biya et vous voyez où il a fini. Il est enterré à l'extérieur du pays. Vous avez le droit de voter pour qui que ce soit, mais en privé".

Lisez, dans la même veine, le second extrait de cette vidéo des Camerounais de la diaspora! « Si vous avez des concerts, c'est grâce à nous qui vous invitons à l'extérieur, si vous faites des concerts, et que c'est plein, c'est parce que nous vous adulons. K-Tino surtout toi. C'est fini le pain sardine que vous avez mangé là; c'est fini. Nous ne sommes pas des combattants de notre pays, mais des résistants. Nous allons boycotter tous vos concerts que ce soit en France, en Angleterre, en Belgique, au Canada ou aux Etats-unis... Nous voulons le changement chez nous au Cameroun. Ce n'est pas parce que nous sommes à l'extérieur ». Au lieu d'ergoter autour de ce que Claude Javeau appelle « les affects », au lieu de faire un procès d'intention à Maurice Kamto comme l'ont, manifestement, fait Roméo Dika et K-Tino dans leurs précédentes sorties, au lieu d'étiqueter et de pourfendre des concitoyens résidant à l'étranger pour avoir honni 25 artistes-musiciens camerounais voulant participer à un concert, il est idoine de faire une analyse de contenu, sans complaisance, du discours manifeste et latent desdits extraits, ce qui est la méthode choisie en pareille circonstance, dont le développement va être construit dans les lignes qui suivent.

De manière globale, ces praticiens de l'art musical sont battus en brèche parce qu'ils ont pris fait et cause pour le pouvoir en place que des Camerounais de la diaspora considèrent comme un régime oppresseur ou comme un système à l'origine du malêtre sociétal. Deux aînées sociales, dans cette nomenclatura d'artistes-musiciens locaux, sont ciblés, en l'occurrence Grâce Decca et K-Tino que des concitoyens qualifient de "d'enfants de Dieu", mais paradoxalement, ils (les artistes-musiciens) sont combattent les opprimés. Pour ces Camerounais ulcérés, « la femme du peuple » et l'auteure du titre à succès "Mbwanga Gwam", qui se sont, toutes les deux, converties, chacune dans sa congrégation religieuse, ont pour rôle de soutenir la cause des affamés, des misérables, des paupérisés, des orphelins, des malades et des exploités. Bref, ces deux vitrines du monde musical, qui ont, de surcroît, séduit plus d'un et ont tenu en haleine bien de mélomanes d'ici et d'ailleurs, ont le devoir, suivant la posture idéologique des membres de la diaspora, d'être « la voix des sans voix ». Mais en vain!

« Vous êtes des enfants de Dieu, vous luttez contre les opprimés ». C'est véritablement au niveau de ce fragment de phrase que référence est faite, suivant la grille d'analyse choisie, au paradigme de la Sociologie d'opposition ou à celui de la Sociologie de la contestation, dont Jean ziegler est le pionnier. Neo-marxiste, le chantre de la Sociologie de la protestation défend, dans « Retournez les fusils! Manuel de Sociologie d'opposition », la cause des opprimés, c'est-à-dire des déflatés, des paupérisés, des aliénés et des exploités. « Nous ne sommes pas des combattants de notre pays, mais des résistants », disent des concitoyens de l'ailleurs. Les Camerounais de la diaspora, qui ont refusé à; leurs frères et sœurs de prester lors d'un concert, expriment, purement et simplement, leur courroux et font résonner la rengaine de la désapprobation et sonnent la note musicale de l'aversion, signe de l'accréditation de la symphonie de la révolution venant de l'ailleurs, bien que la "révolution passive", au sens de Luc Sindjoun, Politologue, soit toujours engluée dans les schèmes mentaux des Camerounais d'ici.

« Le changement au Cameroun », c'est la nouvelle phase d'évolution sociétale exigée par plus d'un à l'étranger. « Vous avez le droit, soutiennent-ils, de voter pour qui que ce soit, mais en privé ». Or, en décidant, tous azimuts, de prendre position en faveur de Paul Biya que le peuple des Camerounais de la diaspora appréhende comme un « oppresseur », des artistes-musiciens l'ayant fait sont voués aux gémonies. En allant prester au palais polyvalent des sports de Yaoundé quelques jours avant la présidentielle du 7 octobre 2018 pour la gloire du prince du Renouveau, Jean-Pierre Essome, Nicole Mara, K-Tino, Afo Akom, Ateh Bazor, etc soutiennent officiellement l'homme-lion. En 1997, en 2004, bien d'artistes-musiciens locaux l'ont fait. En 2001, sous la férule de Roméo Dika, avec comme mécène Raymond Tchengang, plus de 100 artistes-musiciens sont allés faire allégeance au couple présidentiel Paul et Chantal Biya à Mvomeka'a. Question d'appeler au soutien à sa candidature à l'élection présidentielle de 2011. En 2018, des artistes-musiciens, quasiment les mêmes, à quelques exceptions près, l'ont encore fait au palais des sports. Pourtant, depuis des décennies, ils croupissent dans un misérabilisme ambiant, chancelant et recrudescent. Signe de leur mal-être sociétal. Bien de praticiens de l'art musical sont morts dans le dénuement abject. Bien d'artistes-musiciens ont passé l'arme à gauche sans qu'il n'y ait une véritable politique culturelle visant à construire leur statut social. Bien de chanteurs locaux sont décédés durant les guéguerres entre les marronniers du droit d'auteur les plus connus de la scène publique camerounaise.

Depuis cinq ans au moins, des artistes n'arrivent pas à percevoir leur dû, leur revenu du droit d'auteur (catégorie "B" de l'art musical) en raison de la décrépitude qui sévit dans les sociétés de gestion collective. La Socadap, la Cmc, la Socam, la Socacim sont nées, sont mortes et sont ont été enterrées dans la sépulture du ministère des Arts et de la Culture (Minac) au gré des logiques managériales lacunaires des gestionnaires et des querelles de leadership et de positionnement de certaines figures de proue dans ce giron. Le factionnalisme a fait son lit dans la gouvernance du droit d'auteur au Cameroun au détriment de la réflexion sur les vraies problématiques structurelle et conjoncturelle devant révolutionner le champ de l'art musical. Bien d'artistes-musiciens ont cessé de faire des albums pour s'empêtrer dans les marécages de la conflictualisation des rapports avec leurs frères et fraters. De Vincent Diboti à Odile Ngaska en passant par Manu Dibango, Sam Mbende, Roméo Dika, tout s'est résumé à un tintamarre permanent sans mutation systématique du statut des peintres de l'art musical. De Ferdinand Leopold Oyono à Narcisse Mouellé Kombi en passant par Ama Tutu Muna, tout s'est réduit aux turbulences dans la gouvernance des sociétés de gestion collective. Toute chose pilotée par des réseaux de barons de la « bourgeoisie compradore », situés à la primature et à la présidence de la République, qui ne veulent guère voir les artistes unis comme un seul homme ou comme un fagot de bois. Cette oligarchie, qui soutient, éternellement, leur champion, n'ont pas aidé les théoriciens de l'art musical à inhumer la hache de guerre, mais continue de les manipuler, de les instrumentaliser comme des bêtes de sommes et comme des moutons de Panurge à l'abattoir. Et ce sont les mêmes artistes affamés et opprimés par le système en place qui lutte contre les opprimés, qui s'obstine, en permanence, à faire des concerts à la gloire de leur bourreau. Que des artistes cessent d'être infantilisés! Que ces parents et grands-parents, pour la plupart, décident de s'affranchir de l'ensauvagement perpétué par l'Etat policier et autoritaire, qui est infamant, décadent et déliquescent! Chers artistes-musiciens, réveillez-vous et demandez pardon au peuple! Vous avez trahi ce peuple. Le plutôt sera le mieux!

***journaliste et Sociologue du développement.**

FÉCAFOOT

Que cache le report des élections départementales ?

Initialement prévues pour se tenir le 9 novembre 2018, le scrutin dans les ligues départementales de la Fédération camerounaise de football est reporté de 48h. Ainsi en a décidé le président du Comité de normalisation dans un communiqué rendu publique le 03 novembre dernier.

Retard à l'allumage, prudence ou simple modification du calendrier électoral ? Vu sous les trois clichés, l'évidence reste la même. Les joutes électorales dans les ligues départementales ne vont pas démarrer au jour-dit. Modification vient d'être faite dans le chronogramme préalablement publié par le Comité de normalisation de l'instance faîtière du football camerounais. Au lieu du 9 novembre comme annoncé, c'est plutôt le 11 que les délégués iront aux urnes, élire ceux qui auront la lourde responsabilité de conduire aux destinées de ces démembrements pour les quatre prochaines années. Les raisons de ce report indiquées dans un communiqué de presse que signe Dieudonné Happi, trouvent sens dans la mesure où cela a été fait « *à la demande de nos nombreux acteurs et dans le but d'organiser des élections transparentes, d'assurer une égalité de chance à tous les candidats* ». L'échéance très querellée quoique très attendue par les acteurs de football est donc repoussée de 48h.

Des centaines de requêtes reçues

En conséquence, le chronogramme des opérations électorales s'articule désormais autour d'un nouveau calendrier avec comme coup d'envoi, ce 5 novembre à 12h, représentant l'heure limite de réception des listes des mandataires des clubs. La Commission fermera ses portes à 18h, heure limite de dépôt de candidatures. S'en suivront les 6 et 7 novembre, l'examen des candidatures et publication des listes provisoires. Le 8 novembre sera consacré à la publication des listes définitives de candidats après examen des requêtes tandis que le 9, l'on assistera à la convocation des assemblées générales électives avant le grand jour prévu le 11. Les résultats de ces consultations électorales seront rendus le 13 novembre après examens des recours éventuels comme l'indique le communiqué du normalisateur en chef et surabondamment publié sur les plateformes de communication de la fédération.

Après examen et exploitation de toutes les centaines de requêtes reçues suite à la publication des listes successives des clubs amateurs, le Comité de normalisation a rendu publique le 2 novembre dernier, la liste des clubs habités à prendre part aux élections dans les Ligues départementales. Cette liste, indique-t-il, objet d'une résolution prise à l'unanimité des cinq membres de l'organe transitoire chargé de formaliser le sport roi au pays de Samuel Eto'o, est disponible sur le site web de la Fecafoot à l'adresse www.fecafoot-officiel.com et est d'ores et déjà affichée dans tous les chefs-lieux de la région où se dérouleront les élections. Les clubs habilités à prendre part au vote sont ceux qui répondent à la condition de la participation régulière et ininterrompue aux championnats depuis la saison 2011-2012.

Processus électoral vicié

A travers cette démarche, croit savoir Dieudonné Happi, « *le comité de normalisation réaffirme sa volonté jamais démentie de mener le processus électorale dans la plus grande transparence et assure tous les acteurs de sa neutralité et de son impartialité* », écrit-il. Au moment où les regards sont tournés vers les bureaux de vote, l'on s'interroge sur les non-dits de ce report qui intervient quand même moins de 48h après le courrier adressé au président du Comité de normalisation par Abdouraman Hamadou Baba, le patron de l'Etoile filante de Garoua avec pour objet : « non publication des statuts et autres textes réglementaires ». Dans cette correspondance parvenue à Tsinga le 1er novembre dernier, l'ancien directeur de cabinet d'Iya Mohammed appele l'attention de son interlocuteur sur le fait qu'« *à ce jour les statuts, le Code électoral et les autres textes réglementaires de la Fécafoot, supposément adoptés lors de l'Assemblée générale du 10 octobre 2018, n'ont pas encore été publiés* ». Pendant ce temps, fustige-t-il, « *dans le cadre du processus électoral vicié que vous tentez d'organiser, vous édictez des directives faisant abondamment référence à des dispositions statutaires et réglementaires totalement inconnues de l'écrasante majorité des acteurs concernés par ce processus, à l'exception de ceux que vous soutenez et qui font circuler ces textes entre eux, sous les manteaux* ».

Prise en otage du football camerounais

L'homme par qui est venu la déchéance de Tombi à Roko Sidiki après 21 mois de règne à Tsinga, explique à Happi, qu'en gardant confidentiels les statuts et le Code électoral de la Fécafoot vingt-deux jours après leur supposée adoption et en manipulant les collèges électoraux départementaux » comme cela se passe actuellement, « *il est aujourd'hui évident que le Comité de normalisation, sensé être neutre, est partie prenante à ce processus électoral* ». Face à cette situation comme cela a été le cas, le précédent Comité que dirigeait Joseph Owona conclut-il, « *nous vous assurons que nous ne ménageons aucun effort pour faire échec à votre tentative de prise en otage du football camerounais* ». A travers cette lettre aux forts relents de mise en garde, Abdourahman déclare la guerre à Happi. Toute chose qui présage une suite tumultueuse pour les élections à la maison mère du foot camerounais. Pour la suite, les normalisateurs prévoient les élections fédérales pour le 6 décembre 2018, et la passation du pouvoir le 16 décembre 2018, date de la fin de la transition.

Christian TCHAPMI

MAROC-CAMEROUN

La liste de Renard avec Benatia et Boufal

Les deux stars signent leur grand retour dans la liste dévoilée hier mardi par le sélectionneur des Lions de l'Atlas pour affronter le Cameroun dans les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des 2019 et la Tunisie en amical.

Alors que Clarence Seedorf joue encore à cache-cache avec sa liste, Renard, lui, prend de l'avance. Hier, le sélectionneur du Maroc a dévoilé une liste de 26 joueurs retenus pour la réception du Cameroun le 16 novembre dans les éliminatoires de la Can 2019 et pour le match amical contre la Tunisie (20 novembre). En retrait de la sélection depuis la Coupe du monde 2018 et espéré par le peuple marocain, le capitaine Mehdi Benatia s'est à nouveau remis à disposition de la sélection et il effectue son grand retour à cette occasion ! Comme le technicien français l'avait laissé entendre, Sofiane Boufal est également rappelé après avoir retrouvé la joie de jouer avec le Celta Vigo. Comme attendu, on note aussi la première convocation de l'attaquant de l'AZ Alkmaar, Oussama Idrissi (22 ans), jusqu'à présent international Espoirs néerlandais.

Blessés le mois dernier, Amine Harit et Hakim Ziyech retrouvent eux aussi la liste avec Oualid El Hajjam. A l'inverse, Hamza Mendy, forfait, ou encore Sofiane Amrabat manquent à l'appel. Aligné lors des deux matchs face aux Comores le mois dernier, Hamza Mendyl ne sera pas en mesure de défendre les couleurs du Maroc face aux Lions indomptables au complexe Mohammed V de Casablanca. Sorti sur blessure mercredi dernier face à Cologne en Coupe d'Allemagne (1-1, 6-5 tab), le latéral gauche de Schalke 04 souffre d'une déchirure des ligaments de la cheville. Et son club a annoncé vendredi soir une indisponibilité d'environ 4 semaines, ce qui ne lui laisse aucune chance d'être rétabli à temps pour cette rencontre.

Tameze en ligne de mire

Côté Cameroun, on attend les curiosités de la liste de Seedorf. Convoqué lors de la rencontre face aux Comores, Adrien Tameze aurait désisté au dernier moment suite à des quiproquos administratifs au sein de l'encadrement des Lions indomptables. Mais le joueur n'a jamais remis en question sa volonté d'intégrer la sélection du Cameroun, une fois que l'environnement serait favorable pour un encadrement optimal du groupe. Le technicien néerlandais, conscient de son potentiel et de ses qualités dans l'entrejeu niçois cette saison, n'a donc pas hésité à revenir vers le joueur il y'a une semaine, pour lui apporter des garantis d'une sélection qui aspire de plus en plus à une dynamique retrouvée et ambitieuse. La convocation du milieu Niçois ne serait donc pas une surprise dans les tous prochains jours.

C.T.

Les 26 joueurs convoqués

Munir Kajoui – Yassine Bounou – Ahmed Reda Tagnaouti – Marouane Da Costa – Ghanem Saiss – Medhi Benatia – Achraf Hakimi – Achraf Dari – Karim El Ahmadi – Youssef Ait Bennasser – Mbark Boussoufa – Younés Belhanda – Fayçal Fajr – Amine Harit – Noureddine Amrabat – Hakim Ziyech – Ayoub El Kaabi – Khalid Boutaib – Walid Azaro – Noussair El Mazraoui – Youssef Ennesyri – Sofiane Boufal – Nabil Dirar – Oussama Idrissi – Abdelilah Hafidi – Oualid Hajjam.

VOLLEYBALL

FAp messieurs de Yaoundé se hisse au Final 4

Tenant du titre du championnat du Cameroun, cette formation fait partie des quatre clubs qui se sont qualifiés ce week-end pour les demi-finales du championnat national du Cameroun de volleyball messieurs.

Récents vainqueurs de la 5e édition de la Coupe Cemac de volley-ball messieurs à Brazzaville (Congo), le capitaine Wabo Fotso et ses coéquipiers des Forces armées et Police (FAP) de Yaoundé, sont bien partis pour conserver leur titre de champion du Cameroun. Cette équipe, qui est l'une des meilleures de volleyball camerounais, s'est qualifiée le weekend dernier, au terme des duels de la Camtel volleyball championship messieurs (Final 6), pour la prochaine étape du tournoi. Tout comme Fap de Yaoundé, Cameroon Sports volley-ball (Csv), Garoua volleyball et Bafia volleyball Evolution ont également décroché leur ticket de qualification pour le Final 4. Ces quatre premières équipes négocieront leur qualification pour la finale le week-end du 16 novembre prochain. « *Notre objectif qui était la qualification pour le Final 4 a été atteint. Nous avons engrangé trois victoires sur nos quatre rencontres. Nous jouerons le Final 4 avec le but de nous qualifier pour la finale* », a affirmé l'entraîneur adjoint de Bafia volleyball, Sali Abdou.

Six équipes au total ont participé à ce tournoi qui a duré trois jours. Port Autonome de Douala (Pad), l'unique représentant de la région du Littoral et Keep Fit de Bamenda Volley-ball (Kef), le candidat de la région du Nord-Ouest, ont été éliminés. En rappel, l'équipe de Fap dames a décroché le quatrième ticket de qualification pour le final 4 féminin en s'imposant 3 sets à 1 (28-30, 25-17, 25-9, 25-2) contre Bafang volleyball. Elles rejoignent ainsi Bafia volleyball Evolution, Injs et Nyong et Kelle aux quarts de finale dames. Le Final 4 dames et messieurs se joueront dans deux semaines au gymnase de l'Ecole nationale supérieure des travaux publics de Yaoundé. Les finales, qui détermineront les champions de la saison 2018, s'y disputeront également le samedi 24 novembre prochain.

Marie Louise MAMGUE